

Du 7 au 13 juillet 2025 - N° 4975

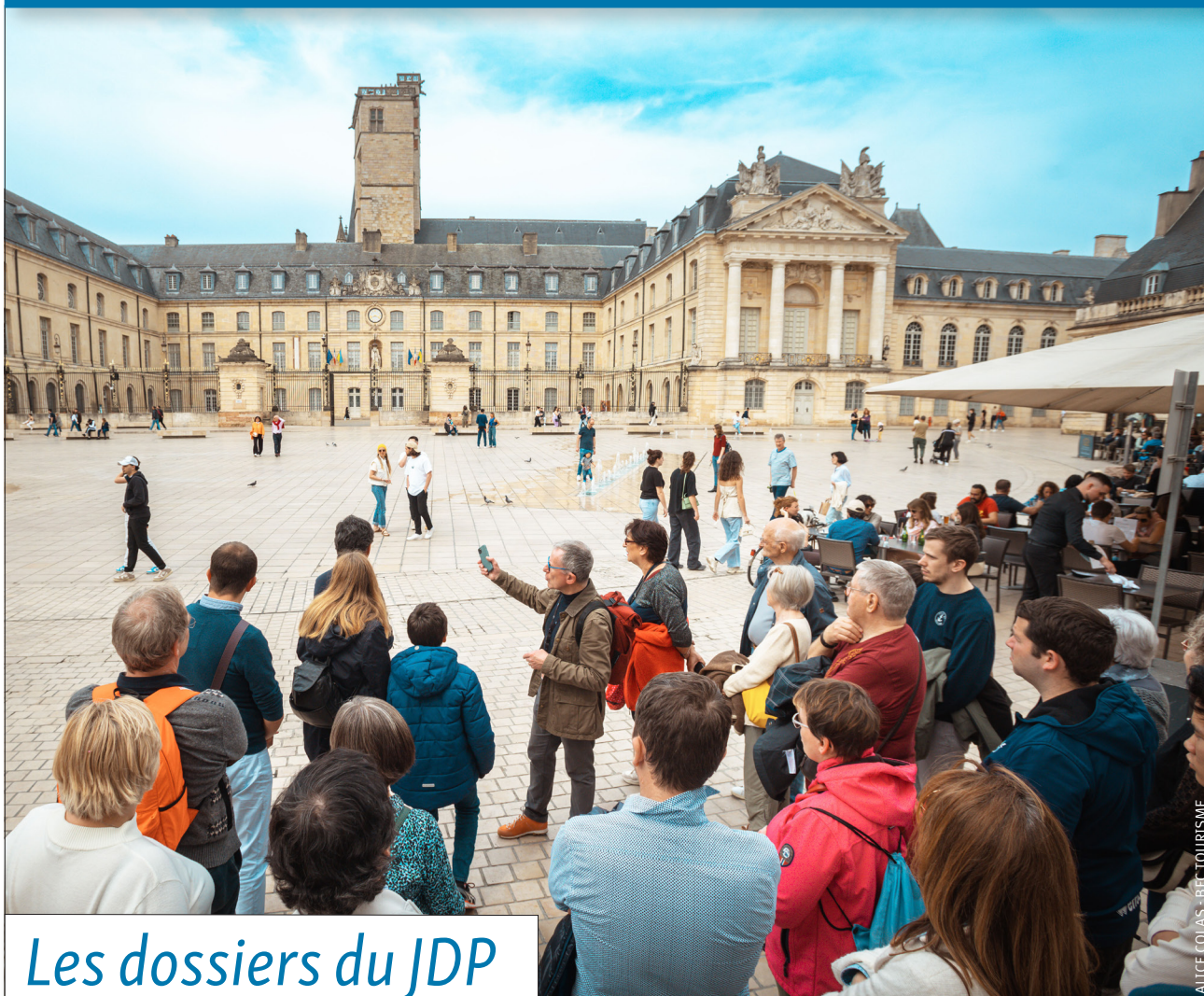
le Journal du Palais

2€

L'HEBDOMADAIRE RÉGIONAL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE - (96^e année)

RÉSEAU LÉGALNET BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

SPÉCIAL TOURISME



ALICE COLAS - BFC TOURISME

Le fait de la semaine

Un bâtiment exemplaire

À Paray-le-Monial, le groupement d'achats Le Cèdre a inauguré son extension de bureaux : 1.200 m² de construction témoin d'une "écologie intégrale" où écoconstruction et réemploi riment avec bien-être au travail et budgets tenus. *Page 3*

La Saône-et-Loire rénove ses collèges

Le conseil départemental de Saône-et-Loire poursuit son plan de modernisation des collèges du département, avec une enveloppe de 62 M€ mobilisée en 2025. *Page 6*

Yonne : une mutuelle commune accessible à tous

Le Grand Auxerrois projette une mutuelle intercommunale à coût maîtrisé pour permettre un accès aux soins à tous. *Page 6*

L'automobile à la région

Pour sa dernière plénière, la présidente démissionnaire Marie-Guite Dufay a réaffirmé son soutien à la filière. *Page 5*

6 pages d'annonces légales

Lire les pages 18 à 23

Les dossiers du JDP

Est-ce que le tourisme, de loisirs ou d'affaires dans notre région va bien ? Oui, répondaient avant la saison estivale les professionnels du secteur interrogés par BFC Tourisme, qui se déclaraient à 72% optimistes pour l'année 2025. Il faut dire que notre région a des atouts uniques (saviez-vous qu'il y a 5.200 lieux et équipements culturels répertoriés par la Drac en Bourgogne Franche-Comté ?), mais aussi naturels, des savoir-faire traditionnels connus dans le monde entier au premier rang desquels le vin et des villes patrimoniales que les visiteurs ne

cessent de découvrir. Mais notre région sait aussi se mettre avec brio au diapason des technologies, dans les musées ou dans les coulisses - le secteur de l'hôtellerie-restauration de la Côte-d'Or vient par exemple de dévoiler son IA personnalisée. Enfin, le tourisme d'affaires est en train de faire sa place au soleil, grâce à des équipements et des établissements hôteliers qui se mettent au goût du jour et des scopes environnementaux pour des séminaires et congrès durables dans un hub idéal, entre Paris et Lyon.

Pages 7 à 16

Le Crédit Agricole a le sourire. *Page 4*

**IMPACT
MAXIMAL
VISIBILITÉ
TOTALE**

Optez pour la une,
soyez
incontournable



03 80 68 23 68

CM
FRANCHISE
CONSEIL

Dans cette période où il faut réfléchir à son avenir **la franchise est peut être la solution !**

Que vous souhaitiez

> CRÉER VOTRE RÉSEAU DE FRANCHISE et DEVENIR FRANCHISEUR
OU

> MONTER VOTRE PROJET D'ENTREPRISE et DEVENIR FRANCHISÉ

vous allez découvrir **UN NOUVEAU MÉTIER** : de **franchiseur** si vous développez votre réseau d'indépendants
ou d'entrepreneur franchisé si vous souhaitez rejoindre une enseigne du marché.

Chaque rôle demande de la vigilance pour assurer sa réussite !

Informez-vous : CM Franchise Conseil - caroline@cmfranchise.com - 06 08 842 607



Une jeune génération entrepreneuriale émerge



Une jeune génération entrepreneuriale en plein essor

Entre 2002 et 2022, les créations d'entreprises individuelles ont quintuplé et depuis 2018, cette augmentation est essentiellement due aux auto-entrepreneurs. À l'instar des entrepreneurs individuels traditionnels, les micro-entrepreneurs ayant lancé leur activité en 2022 sont en moyenne plus jeunes qu'en 2010. En effet, un tiers d'entre eux a moins de 30 ans, contre seulement un cinquième il y a 12 ans. En 2022, 44 % des micro-entrepreneurs sont âgés de moins de 40 ans et l'âge médian s'établit à 41 ans, contre 48 ans chez les non-salariés classiques. Selon les données de l'Insee, 7 % des jeunes entrants sur le marché du travail sont déjà à leur compte.

La guerre commerciale lancée par les Etats-Unis



Guerre commerciale : plus de 45.000 emplois français menacés

Face aux menaces répétées des États-Unis d'augmenter drastiquement les droits de douane sur les importations européennes, une étude du Cabinet Asterès, montre qu'une hausse de 20 % sur les produits français entraînerait une perte d'exportations proche de 1 Md €, soit la destruction de plus de 17.000 emplois. Si les droits atteignent 50 %, ce sont près de 2,5 Mds € d'exportations et plus de 45.000 emplois qui pourraient disparaître. Trois secteurs à haute valeur ajoutée sont en première ligne : les vins et spiritueux (21 % de leurs exportations sont destinées au marché américain), les produits cosmétiques et la maroquinerie. Ces secteurs affichent un fort excédent commercial avec les États-Unis, cumulant plus de 8 Mds € en 2024.

Faut-il réformer en profondeur l'état providence ?



L'État providence doit-il être réformé ?

L'Institut pour l'innovation économique et sociale a souhaité interroger les Français sur une transformation en profondeur de l'État-providence. Il en ressort que le système est jugé à bout de souffle. 55 % des Français estiment contribuer davantage au modèle social qu'ils n'en bénéficient. Les 2/3 des sondés observent que l'Etat-providence « coûte cher aux travailleurs et réduit leur pouvoir d'achat » ; 54 % considèrent que le modèle nuit à la compétitivité des entreprises. En outre, 72 % du panel pense que le modèle social n'incite pas à travailler et 78 % qu'il n'est pas convenablement contrôlé. En définitive, 78 % des Français jugent nécessaire une réforme en profondeur de l'État-providence.

Fondée en janvier 2015, **Âge d'Or services Sens** affiche une durée de vie enviable dans le secteur du service à la personne dont l'activité est très instable malgré une hausse des besoins.

Amine Hiridjee : 10 ans d'engagement humain

En 2015, Amine Hiridjee et son épouse Fanny créaient **Âge d'Or Services**, entreprise de service à la personne spécialisée dans l'aide à domicile dédiée aux seniors en perte d'autonomie et aux publics en situation de handicap. En dix ans, les dirigeants ont su se démarquer localement grâce à des valeurs profondément humaines. Cette approche leur vaut une solide réputation et, par effet domino, une longévité rare dans un secteur en tension. En 2018, leur structure obtient la certification NF Service, une première dans l'Yonne, gage de qualité et de professionnalisme.

UN MODÈLE RÉSISTANT FONDÉ SUR L'HUMAIN

Alors que le vieillissement de la population engendre une hausse des besoins, le secteur peine à recruter et à se développer. Les structures relevant de l'Économie sociale et solidaire (ESS) de la région Bourgogne-Franche-Comté ont vu leurs effectifs chuter de 19% entre 2015 et 2022. En revanche, on observe une hausse de 77% dans le secteur privé. Mais cela ne suffit pas à compenser les pertes d'emplois ni à couvrir les besoins en zones rurales. Un secteur souvent marqué par un turn-over élevé tant au niveau des entreprises que des salariés, surtout dans un contexte de logique industrielle. De plus, l'évolution des effectifs est très inégale selon les territoires. Entre 2020 et 2022 (ESS + hors ESS) : +18% de postes dans la zone de Besançon entre 2020 et 2022, +101% sur Châtillon-Montbard, -5% pour Belfort, -23% sur Dijon et -14% dans la région de Sens. Un marché instable que la



franchise de Sens traverse avec résilience, grâce à un modèle basé sur une équipe stable, des valeurs de proximité, et une attention portée autant à ses clients qu'à ses salariés. Le choix d'un effectif restreint, une équipe d'une vingtaine de personnes dont la majorité est présente depuis sa création, permet au dirigeant de « maîtriser le contenu ». Si l'entreprise se voit parfois obligée de refuser certains dossiers, elle fidélise sa clientèle en portant une attention particulière à chacun : « Quand on sonne et que ça ne répond pas, on ne s'en va pas, on s'inquiète. On a toute une procédure pour contacter les voisins, les amis, la famille » explique Amine Hiridjee.

La faible attractivité du secteur du service à la personne est multifactorielle. Parmi les causes majeures identifiées, la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire retient la faiblesse des salaires et des conditions de travail difficiles : horaires atypiques, temps de trajet parfois longs, interventions de trop courte durée ou encore un sentiment d'isolement face à des situations difficiles et éprouvantes moralement.

Les dirigeants d'Age d'Or Services s'attachent à manager directement leurs salariés, soigneusement recrutés par Fanny. Leurs besoins sont systématiquement pris en compte : un planning souple, des semaines et horaires aménagés en fonction de leur vie de famille. « On communique beaucoup », précise Amine Hiridjee. D'ailleurs son épouse leur confie les clients avec la même bienveillance et un soupçon d'intuition sur leur compatibilité.

Avec un chiffre d'affaires de 600.000€ et 300 clients environ, la franchise **Âge d'Or Services** de Sens n'ambitionne pas de s'agrandir. En revanche, elle diversifie son offre auprès de ses clients, comme des repas traiteurs de qualité, élaborés par l'entreprise Chollel basée dans le département des Deux-Sèvres. Pour le moment en location dans un atelier de la CCI de l'Yonne, l'équipe attend aussi avec impatience la fin de la construction des nouveaux locaux, toujours à Sens, boulevard des Noyers Pompons.

Floriane Boivin

Ils bougent.

DEUX NOMINATIONS EN BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ POUR SUEZ EAU FRANCE.

Delphine Chantegret a pris ses fonctions de directrice des ressources humaines chez Suez, pour l'activité eau de la région Est, le 15 janvier. Basée à Dijon, elle a intégré le comité de direction de la région Est. Elle succède à Catherine Bourguignon. Diplômée de l'IGS de Lyon, Delphine Chantegret a passé 19 ans au sein du groupe La Poste où elle occupait la fonction de directrice des ressources humaines depuis 2018. Grâce à son expérience diversifiée dans les secteurs de la distribution et des réseaux bancaires, Delphine Chantegret a développé de solides compétences en gestion des ressources humaines, management et relations avec les partenaires sociaux. **Franck Gagnard** a quant à lui pris ses fonctions au poste de directeur du développement de la région Est le 1^{er} mars. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur à l'ENSI Limoges spécialisé dans le traitement de l'eau, Franck Gagnard a débuté sa carrière dans le Morbihan en 2001 comme ingénieur support d'exploitation, puis responsable technique chez Saur où il est resté dix ans. Arrivé chez Suez Eau France en mars 2011 en tant que chef de l'agence Saône Jura, Franck Gagnard a ensuite pris la direction des deux premières Semop de France (société d'économie mixte à opération unique) : Doléa Eau et Doléa Assainissement en 2016. Il a ensuite eu pour mission le développement commercial pour les agences Saône-et-Loire Jura et Bourgogne Champagne. En 2020, il est promu directeur commercial adjoint de la Région Est.



décideurs

EN 2025
France Bleu Bourgogne
CHANGE DE NOM

ici
Bourgogne

UN NOUVEAU NOM
Pour encore plus de proximité.
Pour vous accompagner chaque jour.
Pour parler de ce qui vous concerne
et du lien fort que vous avez
avec votre région.

ENTREPRISES

Un bâtiment référence de « l'écologie intégrale »

Saône-et-Loire. À Paray-le-Monial, le groupement d'achat Le Cèdre vient d'inaugurer un bâtiment qui incarne une vision pionnière : celle de l'écologie intégrale. Plus qu'une simple extension de bureaux, cette construction de 1.200 m² pour 60 collaborateurs est un modèle de performance environnementale, de bien-être humain et de viabilité économique.



Les journées étouffantes comme on les connaît en ce début d'été sont le meilleur argument du groupement d'achats Le Cèdre en faveur des choix architecturaux qui ont présidé à la construction de son extension, inaugurée le 12 juin dernier, à Paray-le-Monial. Les 1.200 m² de bureaux offrent en effet une agréable fraîcheur par rapport à la touffeur extérieure. « Nous avons la quintessence de ce que l'on peut souhaiter en termes de qualité architecturale et d'études thermiques, car nous voulions que ce bâtiment soit très performant sur ce plan, confirme Gilles Chevallier, membre du directoire du groupe Le Cèdre. Notamment le confort d'été. L'hiver, c'est assez facile de monter le radiateur, mais le confort d'été est crucial. Nous sommes en train de nous apercevoir que les plans deviennent réalité parce que nous n'avons pas de climatisation, or aujourd'hui, il fait 35 degrés, et nous sommes très bien ».

Tout n'avait pourtant pas bien commencé : quand en 2019 Le Cèdre, qui réfléchit à cette extension de bureaux pour ses collaborateurs et les futurs recrues, explique à l'architecte et au bureau d'études sa vision d'un bâtiment respectueux d'une écologie intégrale (voir ci-contre), le dialogue tourne court. C'est la rencontre de l'architecte Julie Hergott, de Terraenergie (bureau d'études thermiques et des fluides), puis la qualité du dialogue avec l'architecte des Bâtiments de France - le projet se trouve à portée de la basilique clunysienne, édifiée au XII^e siècle - et avec les collectivités locales qui ont permis d'aboutir en 2022 à un permis de construire pour ce bâtiment répondant aux impératifs du « cradle-to-cradle » (du berceau au berceau), ne générant pas de déchets ultimes.

DU BERCEAU DU BERCEAU

Concrètement, le bâtiment n'intègre pas de béton mais quatre essences de bois pour son ossature et ses aménagements intérieurs (acoustique notamment), mais pas seulement... « Nous décidons avec le bureau d'études Terraenergie de supprimer les trois chaudières à gaz du site et de les remplacer par une chaudière à granulés, raconte Gilles Chevallier. Nous sommes là sur une énergie renouvelable, et l'usine se trouve extrêmement près d'ici, à 25 km. Nous avons une ossature bois avec un mélange de chaux qui assure l'isolation

et qui a un temps de déphasage long, ce qui fait que la chaleur pénètre doucement dans le bâtiment. Nous avons là-dessus un bâtiment vertueux. » Un bureau d'études spécialisé, Bobi Réemploi, est mandaté pour sourcer des matériaux issus de la déconstruction, avec un objectif de 50 % de réemploi sur tous les lots de second œuvre, jusqu'à 80 % sur le mobilier ; enfin, les salariés ont été associés aux aménagements intérieurs, évitant ainsi l'écueil d'une potentielle frustration entre ceux qui allaient investir l'extension - 60 collaborateurs sur les 155 - et les autres. Ils sont aussi intervenus dans le choix des mobiliers neufs, ce qui a, par exemple, abouti à l'achat de bureaux assis-debout pour éviter les TMS. Le garage à vélo est en passe d'être terminé, les extérieurs n'ont pas nécessité d'imperméabilisation et des essences locales ont été plantées dans les parkings pour assurer, lorsque les végétaux auront achevé leur croissance, une fraîcheur bienvenue...

UNE ÉCOLOGIE SOUTENABLE

Précision qu'apprécieront tous les maîtres d'ouvrage : entre les appels d'offres et la fin du chantier, point de ces « aléas » qui viennent alourdir la facture. Les 3 M€ provisionnés ont été scrupuleusement respectés par les artisans qui ont notamment joué le jeu du réemploi.

La dimension innovante de ce bâtiment démonstrateur a séduit les financeurs publics (communauté de communes, Ademe, région BFC et des fonds Feder européens) qui ont subventionné l'ouvrage. « Donc là, nous avons une écologie qui à la fois prend en compte la dimension environnementale, la dimension humaine et qui est économiquement performante parce qu'à moins de 2.000 € du m² avec les subventions ou même à 2.500 € du m² sans les subventions pour la qualité du bâtiment, c'est remarquable », se félicite Gilles Chevallier.

Dernière dimension et non des moindres : l'attractivité. Offrir des conditions de travail confortables et un environnement sain est devenu un critère incontournable pour attirer et fidéliser les talents, ce que confirme Gilles Chevallier : « En termes de recrutement, un bâtiment comme celui-là est un atout supplémentaire. C'est ce qu'on appelle typiquement un attribut de la marque employeur ».

Emmanuelle de Jesus



« La dimension spirituelle se loge aussi dans le beau. D'ici nous voyons la basilique de Paray-le-Monial, c'est du clunisien. Cluny était le phare de l'Europe au Moyen-Âge. Donc nous avons voulu une unité qui n'est pas seulement une unité architecturale, mais aussi une unité historique spirituelle, assure Gilles Chevallier. Donc on retrouve ces dimensions. Et ce qui est assez beau, c'est que, pendant le chantier, nous avons eu deux fois des passants qui nous ont dit : " Mais ce bâtiment, c'est une construction ou c'est une rénovation ? " ». Crédit : Julie Hergott architecte / DR.

Qu'est-ce que l'écologie intégrale ?



Gilles Chevallier, membre du directoire du groupe Le Cèdre devant le nouveau bâtiment. Crédit : JDP.

◆ **Le Journal du Palais.** Qu'est-ce que l'écologie intégrale, telle qu'elle est définie par le groupe Le Cèdre ?
◆ **Gilles Chevallier, membre du directoire.** L'écologie intégrale est à la fois une écologie environnementale et humaine. Le Pape François a rappelé que le cri de la terre et le cri des pauvres sont les mêmes. On ne peut donc pas résoudre l'un sans résoudre l'autre. Il faut entendre et essayer de résoudre le cri de la terre et le cri des pauvres, le cri des hommes.

◆ **Sur quoi repose, selon vous, cette écologie intégrale ?**
◆ Elle a quatre dimensions. L'une est couramment

développée quand on parle d'écologie, c'est l'environnement, le rapport à l'environnement. Mais elle a aussi une dimension d'écologie humaine, de rapport aux autres, les relations avec les autres, de rapport à soi-même. En gros, si l'on n'est pas bien soi-même, il sera difficile d'être bien avec les autres. Et puis tout homme aspire à une dimension spirituelle, quelque chose qui le dépasse, qui est le beau, le bon, le bien, la justice. Chez les chrétiens, cela prend la forme d'un dieu. Mais en tout cas, tout le monde a une aspiration supérieure. Cette écologie intégrale prend donc en compte ces quatre dimensions. On parle d'un tétragramme de l'environnement, de la relation à soi, de la relation aux autres et d'une relation transcendante.

◆ **En quoi cette écologie intégrale est-elle partie prenante des choix architecturaux mis en œuvre dans ce nouveau bâtiment ?**

◆ Comme nous avons cette mission et que Le Cèdre est un groupement d'achats de services, nous parlons plutôt d'humain que d'environnement, car l'essentiel de notre impact en tant que société de services est en termes de relation. Notre impact environnemental principal est lié aux voitures et aux serveurs. Quand nous faisons un nouveau bâtiment, nous nous disons que puisque notre mission est de faire de toute entreprise dans laquelle nous investissons une référence de l'écologie intégrale, nous allons essayer de nous appliquer cette mission à nous-mêmes pour le bâtiment. C'est logique.

Bourgogne. Le groupe bancaire affiche des indicateurs globalement en hausse par rapport à 2023, notamment sur son encours de crédit.

Le Crédit agricole Champagne-Bourgogne a le sourire



Le traditionnel point presse annuel du Crédit agricole Champagne-Bourgogne (CACB) a permis à son directeur général Emmanuel Vey et à son président Jean-Yves Rémillat de constater la résilience du groupe face aux incertitudes générées par le contexte international, qui prouve, selon ce dernier, « la validité du modèle coopératif au service du territoire ». Une satisfaction fondée sur plusieurs indicateurs 2024 en hausse par rapport à 2023, tels que le produit net bancaire : 363 M€ (vs 358,6 M€ en 2023) ; le résultat net : 91,6 M€ (vs 91,1 M€ en 2023) ; les capitaux propres : 2, 207 Mds € (vs 2,120 Mds € en 2023) et 21,88 Mds € d'épargne collectée, en hausse de 2,7 % par rapport à 2023. Le taux de solvabilité s'élève à 25%. « Ce haut niveau de performances est très satisfaisant et le montant de capitaux propres fonde la solidité de la banque », se satisfait Emmanuel Vey et permet aussi de satisfaire la mission que s'est fixée le groupe de « façonner le territoire » : les encours de crédits financés représentent 14.192 M € (+ 1,4% vs 2023),



De gauche à droite : Laurent Haro, directeur général adjoint, Emmanuel Vey, directeur général, Florence Hallard, directrice du développement de l'humain, du sociétal et de la communication et Jean-Yves Rémillat, président du Crédit agricole Champagne-Bourgogne. Crédit : JDP.

dont 8.008 M € pour les particuliers (48% des encours) et 2.279 M € pour l'agriculture (18%). Dans cette même optique, la banque a mis en place des « pactes territoriaux » avec ses 85 caisses pour identifier localement les besoins et lancer des actions concrètes. Une nouvelle filiale d'investissement, CACB Invest, dotée de 250 M€, a été créée pour accompagner directement les projets de territoire identifiés par ces pactes. Quatre défis majeurs ont été identifiés : transition agricole,

enjeu démographique, rénovation énergétique de l'habitat et attractivité des territoires. La CACB y répond via, notamment, une banque d'affaires dédiée à l'agriculture et à la viticulture, le soutien aux jeunes via la formation et des job datings ou l'investissement dans une vingtaine de résidences seniors via un partenariat d'au moins 15 M € et l'acquisition de la startup Omedys pour la téléconsultation ou encore le lancement de CACB Renov, qui viendra heureusement pallier la

suspension du dispositif public national Maprimerenov'...

UN SIÈGE REVISITÉ

Le groupe bancaire poursuit la rénovation de son parc d'agences locales (100 des 120 agences ont été rénovées), avec un achèvement prévu en quatre ans. Le siège social dijonnais bénéficie quant à lui d'un plan de modernisation de 20 M€ pour l'adapter aux normes environnementales, créer des espaces de travail collaboratifs ou encore promouvoir la mobilité durable grâce à l'acquisition de vélos électriques Lapiere pour les collaborateurs.

Enfin, la banque ambitionne de gagner 100.000 nouveaux clients au cours des trois prochaines années, ce qui représente presque un doublement de sa dynamique de conquête. Pour atteindre cet objectif, elle compte sur le renforcement des liens avec les acteurs locaux et une stratégie digitale forte basée sur Solead, solution digitale éponyme imaginée par l'équipe marketing digital de la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne, désormais utilisée dans 38 caisses régionales.

Emmanuelle de Jesus

Yonne. Porté par Maxime Fleury, un ancien du V and B local, ce quatorzième bar de l'enseigne vise large. Et le long terme.

Espacio Piscina cède sa place au Levrette Café



L'ancien Espacio Piscina, situé aux abords du stade de l'Abbé-Deschamps, s'est métamorphosé en Levrette Café, le quatorzième du nom pour cette franchise au ton décalé, issue du groupe V and B. Le lieu a ouvert ses portes officiellement le 19 juin dernier, après une soirée partenaires très remarquée. « On a été complètement surpris par l'enthousiasme. On pensait qu'il y aurait du monde, mais pas autant », confie Maxime Fleury, gérant du site.

Originaire de l'Yonne, le responsable connaît bien la clientèle locale. Il a passé neuf ans chez V and B, dont il a dirigé l'établissement d'Auxerre. Quand l'occasion de franchir le pas s'est présentée, il n'a pas hésité longtemps. « C'était le bon moment. J'ai eu l'opportunité d'investir avec mes associés, et j'ai foncé.

Aujourd'hui, je suis à 100 % sur le Levrette Café. » Prévu initialement dans l'ancien cinéma Chez Joseph, le projet a dû être relocalisé, en raison de l'impossibilité d'obtenir une licence IV, pour cause de proximité avec un établissement scolaire. Finalement, avec l'opportunité de reprendre l'Espace Piscina, ce léger retard s'est révélé être « un mal pour un bien ».

DÉMARRAGE SUR LES CHAPEAUX DE ROUES

Initialement prévu avec cinq salariés, le café a très vite dû renforcer son équipe. Aujourd'hui, une dizaine d'employés travaillent à temps plein sur le site : barmen, serveurs, cuisiniers. « On n'a repris aucun employé de l'ancienne entité. C'était important pour moi de repartir de zéro avec une nouvelle équipe », annonce Maxime Fleury. Cette montée en puissance rapide reflète le potentiel commercial

du lieu, situé à un carrefour stratégique. Proche de la piscine municipale, en bordure d'un axe passant, il attire aussi bien les habitants que les touristes. « Il y a de la place pour tout le monde. Notre volonté, c'est d'apporter une offre complémentaire à ce qui existe déjà », poursuit le gérant. Sur place, une terrasse de 100 m², un étage aménagé, et bientôt un petit bar à cocktails extérieur lors des grandes soirées. « L'idée, c'est d'offrir plusieurs ambiances. Dès l'été prochain, on proposera aussi de la restauration, pour répondre aux clients fidèles de l'Espace Piscina qui venaient manger ici », explique le responsable.

UN CONCEPT QUI SÉDUIT À L'ÉCHELLE NATIONALE

Le Levrette Café s'inscrit dans un mouvement de fond : la montée en puissance des lieux hybrides mêlant bar et événementiel dans les villes moyennes. Lancé en 2016 par

le groupe V and B, le concept compte déjà 14 établissements, avec plusieurs ouvertures prévues dans l'année. Le groupe vise plus de 300 implantations au total d'ici fin 2025, en incluant les caves V and B et les Levrette Café.

En 2023, le chiffre d'affaires global de V and B a bondi à 350 M€, contre 200 M€ un an plus tôt. Une croissance fulgurante que Maxime Fleury entend bien incarner à son échelle, ici, à Auxerre. À l'heure où de nombreux centres-villes cherchent à renouveler leur attractivité, le Levrette Café d'Auxerre se présente comme un projet économique dynamique. Avec sa décoration atypique, ses soirées festives et sa stratégie long terme, le bar s'impose déjà comme l'un des lieux de sortie incontournables de l'été.

Enzo Beaudet

Côte-d'Or

RENOLIT ONDEX (CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR)

RACHETÉ. Le groupe Renolit a annoncé via un communiqué la cession de son activité française Renolit Ondex s.a.s. à American Industrial Acquisition Corporation (AIAC). Le prix d'achat n'a pas été divulgué. Renolit Ondex s.a.s. produit des plaques PVC standard et bi-orientées pour des applications en toiture et bardage. Elle emploie environ 100 personnes sur son site de Chevigny-Saint-Sauveur, près de Dijon. Cette décision s'inscrit dans la stratégie « one Renolit 2025 » du groupe, qui vise une position parmi les trois premiers acteurs sur ses marchés clés. Selon Karsten Jänicke, président du directoire « bien que Renolit Ondex s.a.s. ait connu une évolution globalement positive, elle n'a pas atteint une position de leader sur le marché ». Il a également souligné l'incapacité à réaliser des synergies entre la filiale et le groupe. La procédure formelle d'information et de consultation des collaborateurs, prescrite par la loi, a été engagée le 1^{er} juillet 2025. Ce processus devrait être achevé d'ici la fin du mois d'août. Ce n'est qu'alors que le contrat d'achat officiel sera signé par les deux parties. Le communiqué ne précise pas le devenir des salariés français suite à cette acquisition.

Yonne

LOUAULT ACQUIERT LE POITEVIN SOCARI.

Une nouvelle entreprise industrielle intègre la galaxie du groupe de Saint-Fargeau. Le spécialiste de la fabrication de remorques et de carrosseries industrielles (100 M€ de chiffre d'affaires, 450 collaborateurs) a annoncé l'acquisition de Socari, implantée à Celle-Lévescault dans le département de la Vienne. Le savoir-faire de cette dernière est reconnu dans la fabrication sur mesure de bennes et de fonds mouvants en aluminium, destinés aux remorques, aux semi-remorques et utilitaires de 3,5 à 38 tonnes. « L'entreprise conçoit également des carrosseries spécifiques sur porteurs. Parmi ses innovations emblématiques figure la benne à côté relevable sous brevet, une fierté technique portée par les compagnons de Socari et gage d'ingéniosité industrielle française », a notamment expliqué le groupe Louault dans un communiqué. L'entreprise était placée en redressement judiciaire depuis le 3 avril 2025 et a été reprise à la barre du tribunal de commerce de La Rochelle (Charente-Maritime), le 26 juin dernier. Selon La Nouvelle République, Louault, l'ancien directeur général et trois salariés ont fait une offre à 30.000 € alors que le passif de Socari serait estimé à 10,6 M€. Le plan prévoit le maintien de 48 des 59 salariés de l'entreprise.

Jura

ROCH CONSTRUCTEUR BOIS RACHETÉ.

Le 28 mai 2025, Roch constructeur bois, une entreprise familiale basée à Macornay dans le Jura a été cédée à Alma Entreprise (Bussy-Saint-Georges). Roch constructeur bois, fondée en 1961, est spécialisée dans la construction de maisons individuelles en ossature bois et poteaux-poutres sur mesure. Sous la direction de Thierry Dubrulle depuis 2007, l'entreprise a recentré son activité sur des projets avec un approvisionnement local en bois certifié. Engagée dans une démarche durable, elle a également équipé ses ateliers de panneaux photovoltaïques. En 2024, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 5,85 M€ avec 31 collaborateurs. Pour le repreneur, cette acquisition s'inscrit dans une stratégie de diversification vers la construction bois sur mesure. L'entreprise souhaite intégrer un acteur historique du secteur bénéficiant d'un ancrage régional et d'un savoir-faire. L'opération a été orchestrée par le cabinet Minot & Associés en tant que conseil financier des cédants. Les conseils des cédants comprenaient également Bps Avocats et Coceg. Du côté des acquéreurs, Acofi et Fidal ont apporté leur expertise.

en bref

Région BFC. L'automobile et le tourisme de montagne ont en commun de subir un contexte de mutations profondes qui menace grandement leur modèle de développement économique. Pour les aider à passer le cap de ces nécessaires transformations, la région et Marie-Guite Dufay, qui présidait les 26 et 27 juin sa dernière assemblée plénière après 17 années au service de la collectivité, se mobilisent.

La région en soutien des filières économiques locales forcées à se réinventer

La filière automobile est aujourd'hui confrontée à des difficultés multiples, structurelles et conjoncturelles. Depuis plusieurs années, elle fait face à un double enjeu de compétitivité et de mutations profondes liées notamment aux réponses à apporter aux enjeux environnementaux et sociétaux. Pour l'aider à faire face, la région Bourgogne-Franche-Comté a adopté une première feuille de route en 2022. Aujourd'hui la collectivité a décidé d'actualiser, prolonger et renforcer cette feuille de route Automobile pour la période 2025-2028, en lien étroit avec l'État, les territoires, l'ensemble des acteurs de la filière (pôle Véhicule du futur, UIMM, OPCO...) et le Ceser. « Dans ce dossier comme dans beaucoup d'autres, il y a ceux qui se contentent de communiqués rageurs, et ceux qui agissent pour que l'automobile continue d'avoir un bel avenir en Bourgogne-Franche-Comté. Je le redis : nous nous battons pour défendre cette filière, pour défendre l'apparte-

nance de nos entreprises à la filière automobile, et nous ne tomberons pas dans le fatalisme qui consisterait à accepter son effondrement pur et simple », affirme Marie-Guite Dufay dans son dernier discours d'ouverture de l'assemblée plénière des 26 et 27 juin.

NÉGOCIER LE VIRAGE DE LA FIN DE L'OR BLANC

Sur cet acte 2 de la feuille de route Automobile, la région mobilisera une enveloppe de 30 M€ pour soutenir la mutation de la filière automobile, avec une attention particulière portée sur l'impact des moyens engagés sur la préservation de l'emploi et l'investissement réalisé sur le territoire régional. Il s'agira également de soutenir les projets visant à adapter les compétences et à favoriser les démarches d'innovation et d'accès à de nouveaux marchés susceptibles d'être demandeurs des savoir-faire mobilisés par la filière automobile comme les énergies (hydrogène, nucléaire) ou la défense, d'autant que ces secteurs répondent par ailleurs au défi de la réindustrialisation.

Autre secteur économique chahuté par le changement climatique, celui



Marie-Guite Dufay applaudie à la fin de son discours d'ouverture de l'assemblée plénière des 26 et 27 juin, dernier exercice du genre pour la présidente démissionnaire de la région BFC, après 17 ans à la tête de la collectivité. Crédit : Région BFC

du tourisme de montagne qui se voit lui aussi accompagné par le conseil régional au travers de la signature de contrats de station. Ces derniers visent à poursuivre l'accompagnement de la filière nordique en ren-

forçant le développement d'activités hors ski (outdoor, sites nature, itinérances, équipements structurants...), en développant les mobilités douces, la coopération et l'accueil touristique. Deux contrats de station ont

été ainsi signés avec le Doubs Horloger et le Haut-Doubs, respectivement pour les périodes 2025/2030 et 2024/2040.

Frédéric Chevalier

Yonne. Lors d'une délibération du 26 juin dernier, la communauté d'agglomération a voté le transfert de patrimoine de l'OAH au profit d'une nouvelle Entreprise sociale de l'habitat (ESH) officialisant ainsi la fusion avec le groupe Polylogis.

AuxR_Logis, un nouvel élan pour l'habitat social ?

A lors que s'égrenaient les derniers jours de l'année 2024, l'annonce de la fin programmée de l'Office auxerrois de l'habitat (OAH) avait créé un microséisme dans le département bourguignon. En effet, en validant le protocole de partenariat stratégique avec le groupe Polylogis, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois actait la fusion du bailleur social avec une nouvelle société anonyme d'habitations à loyer modéré, baptisée AuxR_Logis. Un énième rapprochement opéré dans le secteur de l'habitat social encouragé par la loi Élan (Évolution du logement, de l'aména-

gement et du numérique) de 2020. Lors du dernier conseil communautaire, les élus auxerrois ont donc approuvé la démarche au terme de laquelle ils scellent un destin commun avec l'acteur francilien.

« AuxR_Logis s'engage à offrir un parcours résidentiel complet, adapté à chaque étape de la vie : des logements étudiants pour les jeunes adultes, des logements familiaux pour les ménages et des résidences pour les seniors. Cette vision inclusive du logement est une première l'Auxerrois et vise à répondre aux attentes d'un territoire dynamique en pleine transformation », s'était justifiée l'intercommunalité en décembre, rappelant que le premier défi du nouvel opérateur

« sera la réhabilitation énergétique de l'ensemble des logements locatifs gérés par l'OAH, soit environ 1.000 logements, aujourd'hui considérés comme des "passoires thermiques". Cette opération d'envergure permettra de se conformer aux exigences de la loi Climat et Résilience tout en améliorant le confort des locataires et en réduisant leurs charges énergétiques ».

UNE CONSTRUCTION DOPÉE PAR CE RAPPROCHEMENT

Dans cette délibération qui s'appuie sur les fondements du partenariat stratégique, plusieurs axes de développement ont été évoqués comme « la construction sur le territoire auxerrois de 80 logements locatifs par an

avec une évolution du coût de 20 à 30 % pour la mise en œuvre de la RE2020 soit un investissement sur 10 ans de 167 M€ » ou « la diversification de l'habitat par une offre d'accession sociale à prix maîtrisé et notamment l'accompagnement de la communauté d'agglomération dans le développement d'un quartier d'Auxerre avec la création de 400 logements ». La naissance d'AuxR_Logis devrait donc favoriser l'émergence de programmes immobiliers plus ambitieux dans l'Auxerrois et accompagner la communauté d'agglomération dans sa politique de renouvellement urbain.

Stéphane Bourdier

Doubs

GRAND BESANÇON MÉTROPOLE FAIT DON D'UN MINIBUS À L'ASSOCIATION CONVOIS SOLIDAIRES POUR UNE MISSION HUMANITAIRE EN UKRAINE. Ce véhicule rejoindra prochainement la région d'Odessa, en Ukraine, pour permettre le transport d'enfants atteints de troubles psychomoteurs. Mis en circulation en 2012, ce minibus de 9 places a été réformé et remplacé en 2025. Il reste néanmoins fonctionnel pour cet usage de seconde vie et permettra, grâce à son aménagement spécifique, d'assurer le transport de PMR, soit un outil précieux pour les missions qui lui seront réservées sur place. Ce don s'inscrit dans la continuité d'un partenariat engagé en 2023, à l'occasion duquel un bus standard avait été remis à cette association. Le véhicule avait été acheminé en Ukraine à Lyubashivka en juillet 2024, par les équipes des Convois Solidaires, pour devenir un cabinet médical itinérant. Grand Besançon Métropole a permis à l'association de prendre en charge rapidement le minibus afin d'effectuer les préparatifs avant départ, notamment en profitant de sa capacité de chargement pour assurer le transfert des objets collectés grâce aux dons des Bisontines et Bisontins. Le minibus sera convoyé par la route, conduit par les bénévoles de l'association eux-mêmes, avec un départ programmé le 31 juillet à destination d'Odessa.



en bref

Yonne. Ce projet de mutuelle accessible à tous entend lutter contre le renoncement aux soins, en mutualisant les forces pour négocier des tarifs plus avantageux.

Le Grand Auxerrois vers une mutuelle commune

Auxerre Si 96 % des Français disposent aujourd'hui d'une complémentaire santé, plus de trois millions en sont encore privés. Dans l'Yonne, cela représente entre 13.000 et 15.000 personnes, selon les estimations. Une fracture invisible, qui touche particulièrement les jeunes, les retraités, les demandeurs d'emploi et les familles aux revenus modestes. « Il y a des habitants qui renoncent à se soigner uniquement parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer une mutuelle. C'est inacceptable », dénonce Maryline Saint-Antonin, adjointe à la santé de la ville d'Auxerre.

Pour cette dernière, cette situation est d'autant plus préoccupante que les inégalités sont aggravées par les déserts médicaux et les difficultés d'accès aux professionnels de santé. C'est dans ce contexte qu'est née l'idée d'une mutuelle intercommunale, portée dans le cadre du Contrat local de santé signé en 2023, avec l'Agence



13.000 à 15.000 patients seraient dépourvus de mutuelle dans le département de l'Yonne, ce qui débouche souvent sur un renoncement aux soins. Photo d'illustration Freepik.

régionale de santé Bourgogne Franche-Comté et plusieurs partenaires publics. L'objectif est clair : proposer une mutuelle négociée à un tarif accessible, conçue en fonction des besoins du territoire.

DES TARIFS NÉGOCIÉS

« L'ambition, c'est de construire une mutuelle utile, équitable et concrète, qui réponde vraiment à la réalité de vie de nos habitants », insiste Maryline Saint-An-

tonin. Dans un contexte de hausse continue du coût de la santé, cette mutuelle intercommunale entend jouer un rôle de levier économique pour les habitants.

En regroupant les besoins de plusieurs territoires – l'Auxerrois, l'Aillantais et le Chablisien – les collectivités espèrent obtenir des conditions tarifaires plus avantageuses que celles accessibles à un individu seul. Le principe : mutualiser la négo-

ciation avec les organismes de complémentaire santé afin de bâtir une offre solidaire, accessible, et surtout ajustée aux réalités locales. Les garanties couvriront les besoins essentiels (optique, dentaire, hospitalisation), mais pourront aussi inclure des services spécifiques comme l'accompagnement à domicile ou les soins de longue durée, souvent hors de portée pour les plus fragiles.

Avant de finaliser l'appel à projets, les intercommunalités misent sur une démarche participative. Deux réunions publiques ont été organisées les 24 et 25 juin à Auxerre et à Venoy pour recueillir les attentes des habitants. Un cabinet de conseil a accompagné les échanges pour traduire les besoins exprimés en cahier des charges opérationnel. D'autres réunions de ce type verront le jour jusqu'au lancement du projet qui devrait avoir lieu dès le début de l'année prochaine.

Enzo Beaudet

Saône-et-Loire. Le projet porté par le département s'inscrit dans une vague de modernisation et de sécurisation des établissements scolaires.

7 M€ pour rénover le collège des Épontots

Montcenis Avec la présentation du projet de restructuration du collège des Épontots à Montcenis, construit en 1974 et qui accueille 261 élèves, et « malgré un contexte national qui pèse sur les finances des collectivités » le conseil départemental veut continuer de « faire des collèges une priorité pour assurer aux 24.700 collégiens un cadre éducatif de qualité, sécurisé et moderne, propice à leur réussite et à leur épanouissement » assurent le président, André Accary, et la vice-présidente chargée des collèges, Mathilde Chalumeau, qui ont détaillé ce projet, pour lequel 7 M€ ont été alloués, en présence du député Sébastien Martin.

Les travaux, dont les premières phases sont prévues pour l'automne 2025, concerneront les espaces de l'externat, la demi-pension et les locaux administratifs de l'établissement. Un montant « qui s'intègre dans une



Crédit : Capture d'écran Facebook d'André Accary, président du conseil départemental, de l'Yonne.

ambition départementale qui s'inscrit autour de trois axes : modernisation, sécurisation et bien-être », pour un budget global au niveau départemental en 2025 de près de 62 M€ qui entend moderniser les établissements dans tous les territoires.

Depuis 2016, le collège des Épontots a déjà bénéficié de dépenses d'investissement à hauteur de 850.000 € couvrant des projets comme la classe Ulys, le contrôle d'ac-

cès, la sécurité incendie ou la vidéoprotection.

À l'échelle départementale, un total de 172 M € a été investi depuis 2015 pour moderniser et entretenir les collèges, dont 16,86 M € en 2024, permettant la finalisation de neuf restructurations partielles et l'engagement de huit restructurations majeures.

Dans un climat de sécurisation des établissements scolaires, après les nom-

breux faits d'actualité, et notamment l'assassinat d'une surveillante dans un collège de Nogent (Haute-Marne), le collège des Épontots bénéficie depuis le 10 juin dernier du déploiement de la vidéoprotection.

COLLÈGES : L'HEURE DE LA VIDÉOPROTECTION

Une généralisation de la surveillance qui coûtera à la collectivité un peu plus de 6 M €, s'ajoutant aux 13,6 M € investis depuis 2016 pour la sécurité dans l'ensemble des collèges (alarmes anti-intrusion et sécurisation des espaces extérieurs).

Par ailleurs, la rénovation du plateau sportif est en cours de finalisation, avec un coût global de 93.079 € ; il devrait être opérationnel pour la rentrée prochaine. Avec un démarrage des travaux en mars 2026, la pose de la première pierre de la première tranche devrait se dérouler au deuxième trimestre 2027.

Antoine Gavory

Yonne

PUISAYE-FORTERRE : DES PATROUILLES À CHEVAL CET ÉTÉ. L'annonce a été faite sur les réseaux sociaux par Nicolas Nanni, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Yonne. Du 15 juillet au 29 août, six cavaliers basés à Saint-Fargeau vont patrouiller sur une aire géographique de 90 km², située au cœur de la Puisaye-Forterre, qui attire durant la période estivale près de 280.000 touristes. « Le contrat opérationnel assigné à cette nouvelle unité est de renforcer la présence sur la voie publique : surveiller et protéger les sites touristiques les plus emblématiques de cette communauté de communes (Guédelon, châteaux de Saint-Fargeau et de Ratilly, le prieuré médiéval de Moutiers-en-Puisaye, le Parc de Boutissaint, le lac du Bourdon) et ainsi rassurer les touristes, sécuriser les événements festifs comme le feu d'artifice de Rogny-les-Sept-Écluses ou le Mammouth Festival et, plus généralement, lutter contre la délinquance dans le cadre du Plan départemental de restauration de la sécurité du quotidien du groupement de gendarmerie conduit sous l'autorité de Pascal Jan, préfet de l'Yonne », est-il précisé.

SANTÉ : LE NOUVEL HÔPITAL DE JOIGNY SUR LES RAILS

Lors d'une délibération en date du 24 juin dernier, le conseil municipal de la ville de Joigny a cédé pour l'euro symbolique, au Groupement hospitalier territorial (GHT) Nord Yonne, le terrain destiné à la construction du futur établissement hospitalier. D'une superficie de 48.531 m², ce dernier sera situé aux côtés du centre de secours, en direction de Migennes. Les opérations de fouilles archéologiques préventives pourraient débuter dès la fin de l'année. Le programme immobilier porté par le GHT Nord Yonne comprend deux volets : la restauration du centre gériatrique dont le coût est estimé à 12,7 M€ et la construction d'un nouvel hôpital de 8.929 m² estimé à 42,5 M€, qui pourrait être opérationnel dans cinq ans.

Saône-et-Loire

UNE ORE SIGNÉE POUR LE PARC RÉGIONAL DU MORVAN

Le Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan (GFSFM) et le Parc naturel régional du Morvan (PNR du Morvan) se sont réunis le 6 juin 2025 pour la signature d'une Obligation réelle environnementale (Ore) portant sur une forêt de 15 ha située sur la commune d'Anost. L'Ore, outil juridique introduit par la loi pour la biodiversité de 2016, permet d'attacher à un bien immobilier des engagements environnementaux pérennes, indépendamment de son propriétaire. Dans le cadre de cette convention, le GFSFM s'engage à mettre en œuvre des pratiques de gestion durable qui préservent la diversité biologique de cette forêt. Grâce à cette contractualisation, le PNR du Morvan accompagnera le GFSFM dans la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de la préservation des habitats naturels et des espèces locales. Ainsi, une trame de vieux bois de même que la mise en libre évolution de 10 % de la parcelle vont être réalisés.



GFSFM / PNR MORVAN

en bref



Est-ce que le tourisme en Bourgogne Franche-Comté va bien ? Oui, répond BFC Tourisme, qui a structuré l'offre autour de trois destinations bien identifiées et différenciées : Destinations Bourgogne, Montagnes du Jura et Vosges du Sud. « *La fréquentation en 2024 a poursuivi la bonne dynamique de 2023, détaille l'association chargée de l'attractivité touristique en BFC. La fréquentation globale, toutes nationalités et tous motifs confondus, augmente encore de 1,6% par rapport à 2023, passant à 77,3 millions de nuitées, contre 76 millions en 2023.* ». Mieux : 72 % des 1.468 professionnels interrogés se déclarent confiants ou très confiants pour la saison printemps-été, selon l'enquête de conjoncture menée par BFC Tourisme même si la météo caniculaire peut parfois faire changer de destination (la Bretagne en sait quelque chose depuis plusieurs années). « *Ces professionnels constatent une confirmation de la tendance des réservations de dernière minute, une demande de services toujours plus poin-*

tue et une vigilance accrue sur le budget, avec une attention particulière portée aux dépenses tout au long du séjour », explique encore BFC Tourisme.

Le podium des lieux visités, à savoir la Basilique Sainte-Madeleine de Vézelay (943.481 visiteurs en 2024 vs 972.090 en 2023) ; l'Hôtel-Dieu des Hospices de Beaune (459.605 visiteurs vs 460.143 en 2023) et la Citadelle de Vauban à Besançon (291.970 visiteurs en 2024 vs 281.036 en 2023) atteste de l'attractivité de ces valeurs sûres de la région, avec un fort ancrage historique et patrimonial.

PRÈS D'UN MILLION DE VISITEURS POUR VÉZELAY !

Du côté de l'hôtellerie, ce sont 6,81 millions de nuitées qui sont comptabilisées en 2024, avec une présence forte des pays européens voisins, Belgique en tête, suivi de l'Allemagne et des Pays-Bas, dont on peut penser que beaucoup d'entre eux font une halte sur le chemin des vacances vers le Sud de la France. ►►►

SOMMAIRE

Page 7

Le tourisme en BFC va bien !

Page 11

Le secteur touristique aime la tech

Page 13

Tourisme d'affaires : Innover pour rester attractifs

►►► Si l'on se focalise sur la fréquentation hôtelière à Dijon métropole, l'année 2024 enregistre une belle progression : 1.374.937 nuitées (+4,8 % par rapport à 2023), 1.001.081 arrivées (+6,5 % par rapport à 2023) dont 64,8% de nuitées françaises (891.357 nuitées). « Ces résultats confirment l'attractivité croissante de la destination, portée par une offre structurée, une accessibilité renforcée et un positionnement qualitatif, à la fois sur les clientèles de proximité et internationales, peut-on lire dans le dernier rapport d'activité de Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès (ex-Office du tourisme). Le secteur de l'hôtellerie ne constate en revanche que peu de nuitées déclenchées par les événements sportifs de l'année (Tour de France, passage de la Flamme Olympique et Championnats du Monde de Pétanque). » L'offre touristique, qu'elle soit d'affaires (lire ci-contre et page 13) ou de loisirs, si elle est dynamique, a des marges de progrès énormes compte tenu des atouts de la destination. Des touristes semblent en effet découvrir chaque année les richesses méconnues (la Bourgogne Franche-Comté compte, selon les chiffres de la Direction régionale des affaires culturelles, pas moins de 5.200 lieux et équipements culturels, dont plus de 3.600 monuments historiques qui préservent des édifices témoignant du passé de la région, et 60 bâtiments labellisés « Architecture contemporaine remarquable », bâtis depuis moins de 100 ans !) En s'appuyant sur ses savoir-faire traditionnels dont la notoriété est bien établie - d'où la pertinence de la marque « Dijon Bourgogne » développée sur la métropole dijonnaise - et ce riche passé, ainsi que sur sa diversité de paysages et ses parcs, dont le dernier Parc national né en France, le Parc national de Forêts, notre région peut gagner des parts de marché avec des visiteurs en quête d'épiscurisme mais aussi d'authenticité.

Emmanuelle de Jesus



ROZENN KREBEL



5.200

lieux et équipements culturels dont plus de 3.600 monuments historiques en BFC.

source : DRAC.

« Inscrire Dijon comme destination accueillante, agréable et durable »

Sladana Zivkovic est adjointe à la maire de Dijon avec la délégation tourisme et congrès et vice-présidente de Dijon métropole avec la délégation tourisme, présidente de Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès.

Le Journal du Palais. Comment se structure le tourisme d'affaires à Dijon et Dijon Métropole ?

Sladana Zivkovic. « Par plusieurs choses. D'abord, par le Bureau des congrès. C'est un service au sein de l'Office de Tourisme, avec des personnes dédiées, afin que les associations, les entreprises, tous les acteurs du tourisme d'affaires aient le réflexe d'une porte d'entrée unique. Cela va du simple conseil et des suggestions pour les entreprises ou groupements qui souhaitent ensuite gérer eux-mêmes et veulent simplement des renseignements, jusqu'à la prestation complète, incluant les réservations d'hôtels et la proposition de visites pour les congressistes. 2024-2025 a été la première année d'expérimentation. Nous avons eu à gérer le congrès de l'OIV, l'Organisation internationale de la Vigne et du Vin, ou de gros congrès comme le congrès Hydrogène. Cela a été assez concluant et très appréciable pour les organisateurs d'avoir une porte d'entrée. J'ai aussi pris l'initiative, en tant que présidente de l'Office de Tourisme, de créer un club tourisme d'affaires où, bien sûr, le Palais des

Congrès et tous les socio-professionnels intéressés par le tourisme d'affaires sont conviés. Ensemble, nous définissons des objectifs, nous anticipons l'année à venir, nous faisons le bilan de la première année, et nous avons vocation à poursuivre ce travail. Ensuite, de manière plus globale sur le tourisme, nous avons la marque *Nous sommes Dijon Bourgogne*. Le mot Bourgogne est un marqueur puissant. »

Précisément, quelle image souhaitez-vous dessiner de Dijon à l'international ?

« L'ADN de la destination, c'est quand même la gastronomie et l'œnotourisme, ce sont des filières stratégiques. Mais pas seulement ! Le tourisme d'affaires, dans ses stratégies, s'adapte maintenant au tourisme durable. Or notre métropole a tout à fait sa place dans le cadre de ce tourisme durable, car la mobilité en fait partie et disposer d'un Palais des Congrès quasiment au centre-ville avec le tram qui assure la jonction, c'est un critère important : les bilans environnementaux sont désormais scrutés, y compris pour les séminaires.

Donc, pour vous répondre : dessiner une destination accueillante, attentive au tourisme durable, et agréable. Qui offre une qualité de vie qui donne envie de revenir pour du tourisme de loisirs ou d'affaires et pourquoi pas même de s'installer. »

dijon

city pass

24h

48h

72h

- Activités**
Activities
- Visites**
Tours
- Dégustations**
Tastings
- Musées**
Museums
- Transports**
Transports

Informations sur www.destinationdijon.com



40.911

emplois salariés dans le secteur touristique à fin 2023, soit 5,9% de l'emploi salarié en BFC

source : BFC Tourisme..



des 27 sites les plus visités de Bourgogne Franche-Comté relèvent du tourisme religieux .

source : BFC Tourisme..

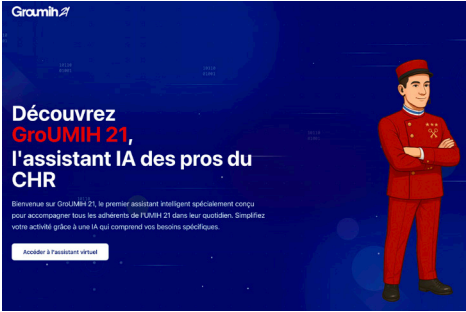
MULOT ET PETITJEAN : UN PATRIMOINE BÂTI ET GOURMAND QUI FAIT RECETTE

Créée en 1796, la maison Mulot & Petitjean est une entreprise familiale française, indépendante. Sur plus de 225 ans d'histoire, c'est d'abord de père en fils, de père en fille, puis de mère en fille, que se sont transmis le savoir-faire et les secrets de la véritable recette du pain d'épices de Dijon. Au XX^e siècle, on comptait jusqu'à douze maisons de pain d'épices à Dijon. Mulot & Petitjean est aujourd'hui la dernière fabrique de pain d'épices de la ville. La marque est présente au travers de quatre boutiques au cœur de la cité des Ducs et une cinquième à Beaune. Le siège historique, l'hôtel Catin de Richemont, est un hôtel particulier construit au XV^e siècle. Il abrite aujourd'hui les secrets de fabrication du pain d'épices dans l'espace muséographique de 450 m², surplombant les ateliers de cette entreprise labellisée EPV. Ouvert en 2017, La Fabrique retrace l'histoire du pain d'épices dans la grande histoire dijonnaise et dans l'histoire familiale. « *C'est une tendance des consommateurs, analyse Catherine Petitjean, qui veulent en connaître le plus possible sur les produits C'est aussi un bel élément de communication pour une marque de montrer ce qu'il y a derrière un produit et d'abord les gens qui le font ! Cela permet de faire comprendre ce qu'il y a derrière le prix. C'est enfin un bel espace pour l'entreprise, où l'on peut organiser des événements relevant du tourisme d'affaires et où nous pouvons aussi recevoir nos clients.* » Sur ce volet clientèle professionnelle, la maison Mulot & Petitjean propose également de composer des cadeaux d'affaires autour du pain d'épices avec l'inclusion possible d'une carte de vœux personnalisée pour transmettre un message de remerciement et de gratitude aux clients ou partenaires d'affaires.

Frédéric Chevalier

GroUMIH 21, l'IA made in Côte-d'Or dédiée aux professionnels du CHRD

GroUMIH 21 est un agent d'IA spécifiquement formé aux métiers des Cafés, Hôtels, Restaurants et Discothèques (CHRD) pour répondre aux questions réglementaires que se posent les professionnels du secteur : droit du travail, réglementation des débits de boissons, nuisances sonores, hygiène, sécurité, accessibilité, urbanisme... Déployée en Côte-d'Or, pour les 550 adhérents du syndicat hôteliers, cette IA dont le nom rappelle le groom est une première en France ! Lionnel Petitcolas et Christophe Le Mesnil, les présidents généraux de l'Umih 21 l'ont présenté mardi 2 juillet. Le principal intérêt de cette IA, basée sur la « *meilleure intelligence artificielle de ChatGPT* », est d'avoir été «formé» par l'UMIH 21 pour une pertinence accrue. GroUMIH 21 accompagne les professionnels en répondant rapidement et fidèlement aux questions sur la réglementation (hygiène, sécurité), les ressources humaines, la convention collective HCR, les aides, la fiscalité, le marketing et d'autres sujets spécifiques, toujours selon la législation française. C'est un premier niveau d'information « *et un gain de temps considérable* pour la recherche d'informations et la simplification des démarches », précisent les présidents. «Formaté» pour le département de la Côte d'Or, l'IA fournit des informations nationales et locales (arrêtés préfectoraux/municipaux). À ce stade, GroUMIH 21 est en libre accès pour tous via le site de l'UMIH Côte d'Or, y compris les non-adhérents, les institutions et même les salariés, leur permettant d'accéder aux informations et au droit du travail ; Il peut aussi aider à protéger les acquéreurs d'établissements en fournissant des informations immédiates sur les réglementations. Si l'outil se veut un assistant précieux en premier niveau d'information indicatif, il renvoie systématiquement vers un spécialiste humain (avocat, UMIH 21) pour des détails ou des validations contractuelles, ne visant pas à remplacer l'expertise humaine. Développé initialement pour environ 1.000 €, GroUMIH 21 est en constante évolution pour intégrer l'ensemble de la réglementation.



MULOT & PETITJEAN
FABRICANT DE PAIN D'ÉPICES DEPUIS 1796

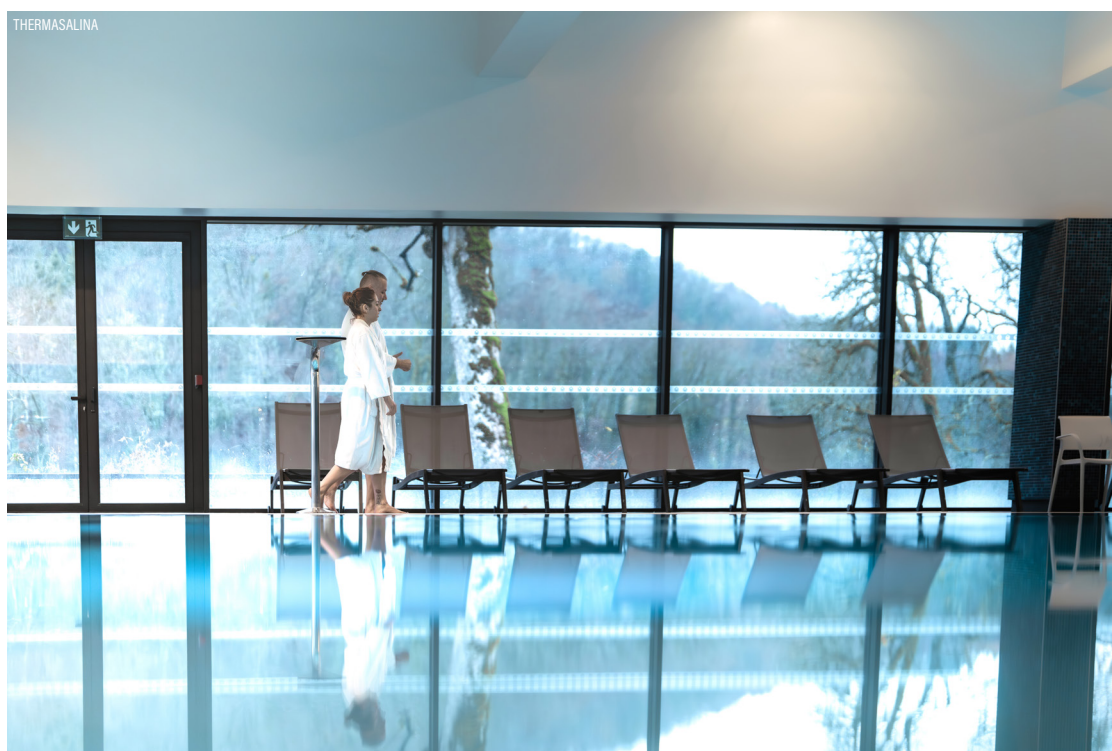
DÉCOUVREZ NOS DEUX SITES INCONTOURNABLES À DIJON !



LA FABRIQUE
DE PAIN D'ÉPICES
Espace muséographique
6 Bd de l'Ouest
Du mardi au samedi
03 80 66 30 80



L'HÔTEL CATIN
DE RICHEMONT
Boutique historique
13 Place Bossuet
03 80 30 07 10



18.977

cures thermales en 2024, (en croissance de 12,9% par rapport à 2023), soit 328.438 journée curistes.

THERMASALINA : LA « MER MORTE » DU JURA

Au terme d'un chantier commencé en juin 2014, pour un investissement de 13 M€, le nouvel établissement thermal de Salins-les-Bains, situé en entrée de ville, a ouvert ses portes le 13 février 2017, sous un nouveau nom : ThermaSalina. « Cette marque met en lumière la caractéristique, quasi unique en France, d'une eau naturellement salée, d'une densité en sels minéraux et oligo-éléments comparable à celle de la Mer Morte et que certains Spas à la mode recréent artificiellement », explique Fabrice Lebeault, directeur de l'établissement exploité sous forme de régie municipale. Les eaux de Salins-les-Bains doivent leurs vertus thérapeutiques à l'océan qui couvrait le cœur du Jura il y a deux cents millions d'années. Elles offrent des bienfaits thérapeutiques et préventifs d'abord, par l'action physique des sels minéraux mais aussi une sensation surprenante d'apesanteur, source d'une décontraction musculaire intense. Avec ses 2.800 m2 de plain-pied, le nouvel établissement de Salins-les-Bains double l'espace dédié à la clientèle par rapport au site historique situé au cœur de la commune dont l'activité thermale remonte à 1854. Spécialisé dans le traitement des problèmes rhumatologiques par cures thermales, ThermaSalina propose également des soins de bien-être et de remise en forme aux non-curistes l'après-midi. Le site dispose de deux saunas, un grand hammam, un caldarium (bassin d'eau salée chauffé à 37°C hérité des thermes romains) et un grand bassin de détente agrémenté d'un espace jacuzzi, de banquettes à bulles, de buses massantes, de deux cols de cygne et de sept cabines de soins d'esthétique et de kinésithérapie. « Après avoir connu un pic de fréquentation de 3.200 curistes en 2019 et passé la crise de la Covid, nous accueillons aujourd'hui entre 2.750 et 2.800 curistes annuels. La réalisation du nouvel établissement a permis de gagner en attractivité avec, dès l'ouverture, une augmentation de 50 % de la fréquentation sur nos deux activités ». ThermaSalina réalise un chiffre d'affaires de 3 M€ et génère des retombées économiques du même montant en direction des hébergeurs et des restaurateurs du territoire.

Frédéric Chevalier



Therma Salina

SOURCE D'INSPIRATION

Cartes et chèques cadeaux disponibles à l'accueil des thermes et en ligne sur www.thermes-salins.com

Thermes et SPA - Place Barbarine BP 10, 39110 Salins-les-Bains - 03 84 73 04 63 - info@thermes-salins.com

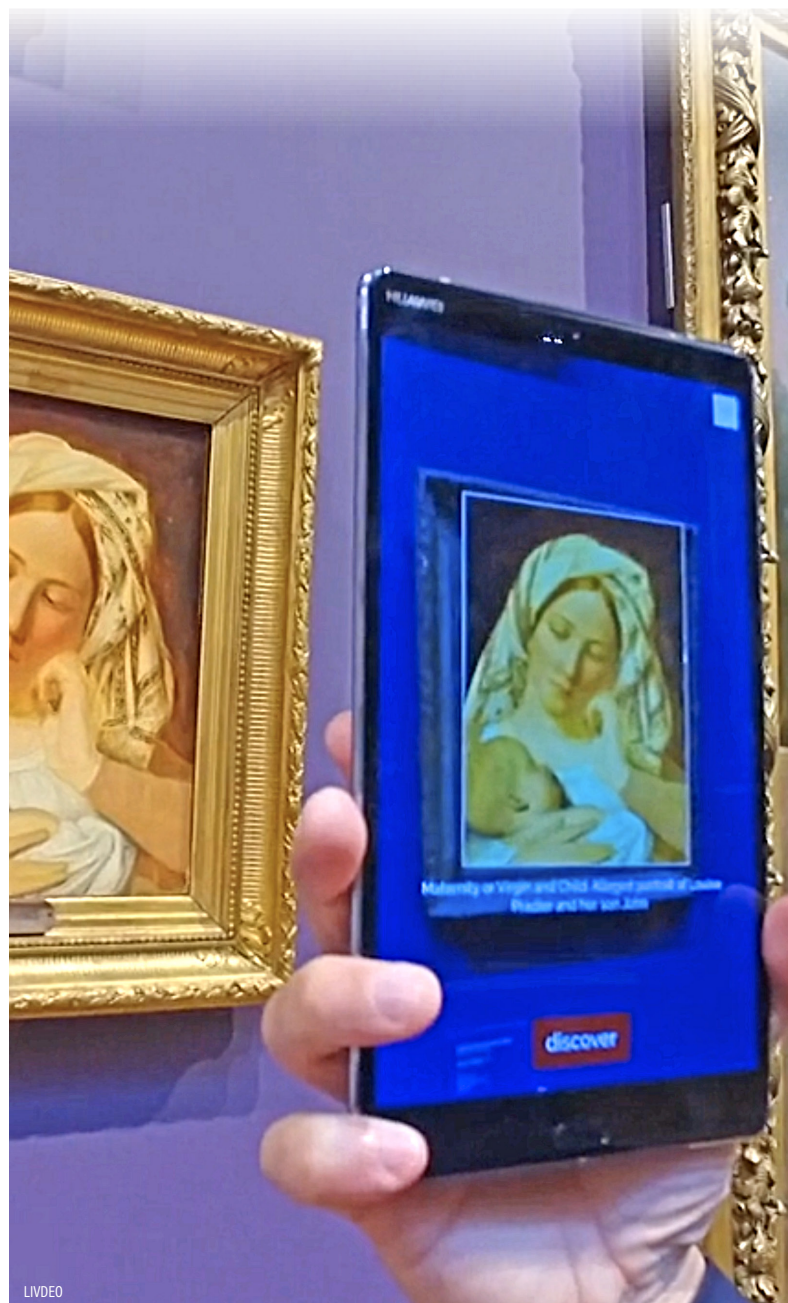
TOURISME & TECH : le nécessaire équilibre

Réalité virtuelle, augmentée, expériences immersives, IA... depuis quelques années, le secteur du tourisme et de la médiation culturelle se réinvente à grand renfort de technologies numériques avec comme promesse une expérience client toujours plus personnalisée, enrichissante et accessible. Le secteur muséal vit ainsi une transformation profonde. Depuis la pandémie, les institutions culturelles ont massivement adopté des outils numériques pour maintenir le lien avec leurs publics. Mais cette révolution technologique pose une question fondamentale : comment concilier innovation et préservation de l'expérience humaine authentique ? Pour Ciprian Melian, dirigeant de la société bisontine Livdeo, spécialisée dans la conception de solutions numériques inclusives pour les musées, les galeries, le tourisme et le patrimoine, la réponse réside dans l'équilibre. Son entreprise, présente dans cinq pays depuis plus de dix ans, a développé une approche singulière de la médiation culturelle numérique. Plutôt que de remplacer l'humain, ses solutions visent à l'augmenter, à faciliter son travail tout en enrichissant l'expérience du visiteur. La plateforme GEED illustre notamment cette philosophie. Exit les audioguides traditionnels nécessitant files d'attente et manipulations complexes. Place au smartphone personnel du visiteur, déjà configuré selon ses préférences d'accessibilité. « Avec ce concept "apporte ton téléphone" qui ne nécessite ni téléchargement d'application ni consommation de données, le système détecte automatiquement la langue, active la synthèse vocale pour les malvoyants et adapte les contrastes. Une révolution silencieuse qui libère les équipes d'accueil pour des tâches à plus forte valeur ajoutée »

291.970

C'est le nombre de visiteurs de la Citadelle de Besançon en 2024. Le site a gagné 10.934 visiteurs par rapport à 2023.

Par ailleurs, la Citadelle de Besançon représentera la région Bourgogne Franche-Comté dans l'émission « le Monument préféré des Français 2025 »



ESCAPE
GAME

CITADELLE
DE BESANÇON

CITADELLE ASSIÉGÉE !

PRÉPAREZ-VOUS À DÉFENDRE
LA FORTERESSE...



CITADELLE
BESANÇON
PATRIMOINE MONDIAL
VECTEUR D'ÉMOTION

Ville de Besançon - Direction Citadelle - SIRET 212 500 565 00016 - Imprimerie Municipale -
Crédit photo Christophe ROY et Ado BÉGIN

besançon
boosteur de
bonheur

Ville de
Besançon

CITADELLE.COM

350 ANS

►►► **valeur ajoutée** ». Cette technologie offre également un gain financier aux établissements touristiques, comme le souligne Gaëlle Cavalli, docteure en histoire, spécialité archéologie, et responsable du service valorisation des monuments Vauban à la Citadelle de Besançon : « *l'utilisation des casques 3D, comme dans notre activité "la chambre du soldat" qui permet d'explorer à 360 degrés depuis 2021 la pièce de vie d'un soldat et d'un officier à l'époque de Louis XIV, d'en fouiller les meubles et les moindres recoins, nécessite beaucoup de maintenance, sans compter que la technologie évolue vite, induisant de lourds investissements à l'achat comme en fonctionnement* ».

L'IA AU SERVICE DES ÉQUIPES DE MÉDIATION

Le site bisontin a également opté pour la réalité virtuelle. La société Capture4cad, de la commune de Saône (25), a numérisé l'intégralité du site « *ce qui nous a permis de modéliser et de proposer à voir aux visiteurs, via la mise en place de bornes tactiles, dans le cadre de l'exposition "Citadelle : 350 ans de souvenirs", le monument sur trois périodes historiques différentes : l'ère espagnole, celle de Vauban et le 19^e siècle* », appuie Gaëlle Cavalli. Deux objets historiques conservés sous vitrine, la cantine de Vauban dont il ne reste plus que trois artefacts de ce genre dans le monde et le canon doré offert par

la ville de Besançon à Vauban après sa victoire lors du siège de la cité, ont également été rendus manipulables par la magie du virtuel. « *De plus, des QR Codes présents sur différents bâtiments permettent de visualiser par exemple l'ancienne forge, l'écurie du gouverneur, le moulin restauré en fonctionnement avec ses chevaux ou le souterrain qui mène à un magasin à poudre* ». L'innovation la plus audacieuse proposée par Livdeo reste FeelTheArt. Cette plateforme de réalité augmentée persistante transforme n'importe quel espace en galerie virtuelle, superposée au monde réel. Avec un demi-million d'œuvres issues de 6.000 musées mondiaux et représentant 30.000 artistes, elle abolit les distances géographiques et socioéconomiques. Des agents conversationnels couplés à l'analyse en temps réel de la caméra du smartphone permettent également de déclencher des éléments narratifs en lien direct avec l'environnement de l'utilisateur. « *Un enfant du Bronx peut désormais contempler les chefs-d'œuvre du Louvre depuis son quartier. Une classe rurale découvre l'impressionnisme sans quitter son école. Ainsi, si vous ne pouvez pas aller vers l'art, c'est l'art qui vient vers vous* », résume Ciprian Melian, qui travaille également sur l'intelligence artificielle. « *Elle permet aux équipes de médiation de générer des narrations émotionnelles adaptées à chaque type de public, de traduire automatiquement des*

La réalité virtuelle fait partie des outils déployés par la Citadelle de Besançon. Ici une expérience VR multijoueurs.
Crédit : Citadelle de Besançon.



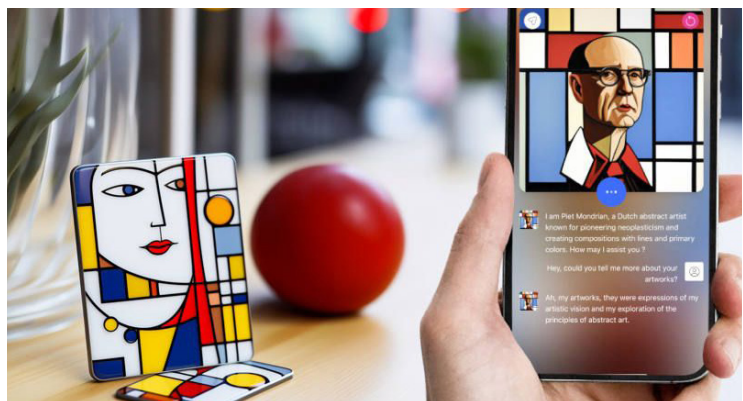
contenus de la scénographie en respectant les nuances culturelles, d'analyser les œuvres pour en extraire l'implicite : autant d'éléments clés pour maintenir l'attention et l'intérêt. Les gains de productivité sont spectaculaires : là où il fallait 1.000 heures pour traiter 1.000 œuvres, 10 suffisent désormais », affirme Ciprian Melian, qui évoque également la création de plus de 200 "personas" d'artistes avec lesquels les utilisateurs peuvent interagir par texte et par voix. Une technologie également présente à la Citadelle de Besançon avec le développement pour l'ensemble des sites du réseau Vauban « *d'un magnet à l'effigie du personnage, vendu en boutique, auquel il est possible de poser 100 questions : le nombre de ses maîtresses, ses campagnes les plus dures...* », détaille Gaëlle Cavalli.

UNE AFFAIRE DE DOSAGE

Si ce renfort numérique est jugé incontournable, il ne saurait toutefois se substituer totalement à l'interaction humaine et à l'observation du monde réel. Pour Ciprian Melian : « *la technologie doit rester un complément, jamais un substitut à l'expérience sensorielle directe de l'art. Il ne faut surtout pas se dire que le numérique est*

magique. Il ne doit pas remplacer le travail nécessaire réalisé par des éducateurs, des médiateurs, des guides avec du vrai papier, du vrai crayon, du vrai toucher, de la vraie expérience humaine. Le numérique doit être vu comme un système qui complète à la marge l'expérience muséale, plutôt que comme un élément central. Il a par exemple toute sa pertinence dans les phases de préparation et de suivi d'une visite ». Gaëlle Cavalli ne dit pas autre chose en évoquant la richesse des visites avec des comédiens revêtus des habits de l'époque proposés par la Citadelle. « *Il est également primordial de bien doser l'apport du numérique, d'être dans le ponctuel pour conserver l'effet waouh. Enfin, il paraît important de rassurer les parents sur l'utilisation du numérique dans les musées à l'heure où la déconnexion est encouragée par le gouvernement. L'idée est de proposer une expérience qui allie le meilleur des deux mondes : l'interaction humaine et les apports du numérique, utilisés avec parcimonie* ». « *Au-delà des prouesses techniques, c'est bien la capacité à préserver l'émotion humaine face à l'œuvre qui déterminera le succès de ces nouvelles approches muséales* », conclut Ciprian Melian.

Frédéric Chevalier



La société bisontine Livdeo a développé des "personas" d'artistes via l'IA avec lesquels l'utilisateur peut interagir. Crédit : Livdeo.

Karting
dijon prenois

Challenges Technique

Sécurité

Plaisir Emotion

Sensations Pilotage

Formules GROUPES, ENTREPRISES

Idéal pour fédérer vos équipes !

Bienvenue sur un SITE UNIQUE

une piste de 1100 x 8 m

Locations karts
ADULTES, BIPLACE, ENFANTS, PMR

Organisations
ÉVÈNEMENTS ANNIVERSAIRES, ETC.

A votre écoute pour tous renseignements :
accueil.karting@circuit-dijon-prenois.com • 03 80 35 36 50
www.circuit-dijon-prenois.com

TOURISME D'AFFAIRES : objectif attractivité

Depuis l'après-covid, la BFC ne cache pas son ambition de booster le secteur du tourisme d'affaires sur son territoire. Au niveau régional, l'offre touristique globale s'est structurée autour de trois destinations (Destination Bourgogne, Vosges du Sud, Montagnes du Jura) dont la première est taillée sur mesure pour le tourisme business venu de Paris, facilement accessible par TGV, qui trouve, sur place, de quoi allier affaires et plaisir avec des propositions gastronomiques et patrimoniales uniques. Le bilan d'activités 2024 des membres du club BFC séminaires & Events place d'ailleurs l'Île-de-France en deuxième position des acheteurs pour les séminaires (qui représentent à eux seuls 65% du marché) et les congrès, derrière la BFC encore très majoritaire (71%).

**65% DU MARCHÉ EST CONSTITUÉ
PAR LES SÉMINAIRES**

À Dijon, la SPL Dijon Bourgogne Events, en charge de la gestion du Parc des expositions et Palais des congrès et le Bureau des congrès (service dédié au tourisme d'affaires de Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès), sont chargés de muscler l'attractivité de la clientèle business. L'offre hôtelière a joué le jeu et s'est étoffée avec, sur la métropole dijonnaise, 4.500 chambres de toutes catégories propres à satisfaire une clientèle business majoritairement « fidèle à une enseigne », remarque Patrick Jacquier, président du groupe Hôtel Bourgogne Qualité, et qui recherche une certaine sécurité dans les prestations qu'elle trouvera sur place ».

Premier parc d'activités transacté de la métropole dijonnaise, l'Écoparc Valmy confirme sa désirabilité vis-à-vis du marché tertiaire. Les opérations immobilières emblématiques de ces dernières années (siège de la Caisse d'Épargne et bâtiments Spicy et Pepper) y ont trouvé place, et « la dynamique d'aménagement du territoire se poursuit avec une 3^e phase toujours en cours, qui prévoit 130.000 m² de surface de plancher à développer », rappelle l'Imdex 2025, l'observatoire de l'immobilier d'entreprise en Côte-d'Or. Une proposition hôtelière ciblée business s'y épanouit tout naturellement, dans un parc d'activités qui se premiumise « avec de beaux bâtiments et des facilités d'accès », se réjouit Patrick Jacquier, qui insiste sur la nécessité, pour les hôteliers, d'être innovants. « Il faut devancer la demande et savoir surprendre. Le touriste d'affaires réclame les derniers outils technologiques, une connexion sans défaut, des salles de réunion au goût du jour, des TV chromecast dans les chambres... des prestations ou une atmosphère inédites. » Le Mama Shelter, un des hôtels de son groupe, propose ainsi des dégustations privées ou un cinéma privatisable aux entreprises. À Valmy, l'Ibis Styles propose, en plus des prestations habituelles de l'enseigne, une décoration design qui ne peut que séduire une clientèle business 2.0 dont les réseaux sont aussi des outils de travail.

À Valmy toujours, de l'autre côté de la rocade, le Zénith n'est pas seulement une scène pour le spectacle vivant, mais se positionne aussi sur le segment du tourisme d'affaires avec des espaces modulables (grande salle, hall, salle de réception) qui peuvent accueillir aussi bien une conférence de 5.000 personnes, ►►►



L'IBIS STYLES DIJON VALMY, AVEC SES ESPACES DESIGN, EST COHÉRENT AVEC UN TOURISME BUSINESS MODERNE ET DYNAMIQUE, À L'IMAGE DE L'ÉCOPÔLE OÙ IL SE SITUE.



AULIA B. VIDAL

**ZENITH
DIJON**

Particuliers ou entreprises, on vous déroule le

TAPIS ROUGE
AU ZÉNITH DE DIJON

**PARKING
VIP**

**PASS
VIP**

**ACCUEIL
PERSONNALISÉ**

**COCKTAIL
DINATOIRE**

**ACCOMPAGNEMENT
EN SALLE**

Jusqu'à **29 places**

180€HT

216€TTC

par personne
et par spectacle

de **30 à 59 places**

165€HT

198€TTC

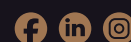
par personne
et par spectacle

à partir de **60 places**

150€HT

180€TTC

par personne
et par spectacle



contact@zenith-dijon.fr - 03 80 72 98 23
Rue de Colchide - 21000 - Dijon Tram T2 arrêt Zenith

CONTACTEZ-NOUS ET DÉCOUVREZ TOUTES NOS OFFRES

ZENITH-DIJON.FR



►►► que des cocktails ou des expositions, tandis que la salle de réception de 450 m² peut accueillir jusqu'à 450 personnes en configuration conférence. « *Le Zénith de Dijon continue d'affirmer son rôle structurant dans le paysage du tourisme d'affaires régional et national, soutient sa directrice Karine Ripert. Avec une programmation soutenue et une attractivité en constante progression, la salle s'impose comme un atout stratégique pour l'économie locale, en particulier dans le secteur événementiel* ». Sur l'ensemble de l'année 2024, le Zénith de Dijon a accueilli 120 événements, dont 92 concerts et spectacles, illustrant la diversité de l'offre proposée. La salle confirme ainsi son positionnement dans le Top 5 des Zéniths français, « *un classement qui témoigne de son attractivité auprès des grandes productions et des tournées nationales* ». Pour le premier semestre 2025, 74 événements sont déjà programmés, dont 64 concerts et spectacles. Ces chiffres traduisent un haut niveau de réservation en amont, signe d'un intérêt constant des organisateurs d'événements, tant culturels que professionnels, pour la salle dijonnaise. À l'autre extrémité des « Champs-Élysées de la Bourgogne », Beaune, capitale viticole de renommée mondiale, possède aussi son outil au service du tourisme d'affaires. Son Palais des congrès « *est une locomotive à l'échelle de la circonscription, puisque nous sommes le centre névralgique du sud Côte-d'Or* », appuie Charlotte Fougère, présidente de la SPL qui gère l'équipement propriété de la ville de Beaune. Il est vrai idéalement placé à 500 m de la sortie de l'A6 et d'un parc hôtelier dynamique, le Palais des congrès beaunois attire aussi bien les Parisiens que les Lyonnais, séduit par la notoriété de la capitale des meilleurs vins du monde et la modularité du site. En 2024, le Palais des congrès de Beaune a accueilli près de 80 événements, attirant près de 56.000 participants sur 98 jours d'exploit-

tation, pour un chiffre d'affaires de 1,54 M€ (+ 10% vs 2023) avec des événements principalement en B2B, même si l'équipement est évidemment ouvert à des rendez-vous grand public, avec des retombées économiques évidentes : « *Un salon d'envergure internationale comme les Journées du lavage et de la maintenance génère 100 M€ de transactions !* », insiste Charlotte Fougère. Le site se modernise pour rester attractif (les salles de commission seront en travaux cet été), des discussions sont en cours avec la mairie propriétaire pour améliorer les performances thermiques et la SPL travaille en faveur d'un tourisme d'affaires plus durable, « *un engagement que nos clients nous réclament car cela fait désormais partie de leurs cahiers des charges* », rappelle encore Charlotte Fougère. Il est vrai que les scopes des entreprises sont audités dans le cadre de leurs politiques RSE. La SPL travaille donc à des événements moins gourmands en eau, à la réduction des déchets... « *Le bilan carbone des séminaires est désormais scruté* », confirme Patrick Jacquier et les équipements doivent pouvoir se mettre au diapason pour conserver leur attractivité.

Emmanuelle de Jesus

+ 10%

La hausse du chiffre d'affaires du Palais des congrès de Beaune entre 2023 et 2024.

LE PALAIS DES CONGRÈS DE BEAUNE, IDÉALEMENT SITUÉ, SE MODERNISE POUR RESTER ATTRACTIF ET RÉPONDRE AUX IMPÉRATIFS DURABLES DU TOURISME D'AFFAIRES.



Plus qu'un lieu, une solution événementielle sur mesure

Donnez de l'espace à vos idées

Auditorium - 343 places
Hall d'accueil - 350 m²
Hall d'exposition - 3000 m²
Salles de commission - jusqu'à 520 m²
Parking privé gratuit - 800 places

Expositions / Congrès / Colloques
Séminaires / Foires / Assemblées Générales...

© Nicolas GASCARD - BEC TOURISME

Palais des congrès de Beaune
19, Avenue Charles de Gaulle
21200 Beaune - Tél. : 03 80 24 50 00
E-mail : contact@beaunecongres.com



BEAUNE | CONGRÈS

@Palais des Congrès de Beaune in

@beaunecongres

@Palais des Congrès de Beaune f

beaunecongres.com

ibis
STYLES
Dijon Nord Valmy

LE BUSINESS A TROUVÉ SON STYLE



SALLE DE RÉUNION

ÉQUIPÉE POUR VOS SÉMINAIRES OU JOURNÉES D'ÉTUDE



DESIGN ET MODERNE,
AU CŒUR DE
LA ZONE VALMY.



ESPACE AFTERWORK:
AVEC BRASÉRO, BABY-
FOOT ET COIN DÉTENTE.



BAR L'OASIS: COCKTAILS,
VINS ET ENCAS DANS UNE
AMBIANCE CHALEUREUSE



REPAS SIGNÉS
PAR LE RESTAURANT
LE CENTRAL



ACCÈS FACILE
&
PARKING SÉCURISÉ.

IMP. AUX CHARMES D'ASNIÈRES, 21000 DIJON
CLEMENCE.WERNER@ACCOR.COM • +33 3 80 70 04 40

PRIVATISATION ET EXPÉRIENCES UNIQUES CHEZ LOISEAU

Il y a cinquante ans, Bernard Loiseau installait son restaurant à Saulieu. Depuis le nom Loiseau est intimement lié à celui de la Bourgogne. Le groupe (8,066 M€ de CA en 2024) a bien grandi et compte aujourd'hui cinq adresses en Bourgogne Franche-Comté (Le relais Bernard Loiseau et la Tour d'Auxois à Saulieu, Loiseau des Vignes à Beaune, Loiseau des Ducs à Dijon et Loiseau du Temps à Besançon), un restaurant à Metz (Loiseau de Lorraine) et un bistrot à Tokyo (Loiseau de France). Outre sa clientèle touristique et locale qui représente sa principale activité, le groupe se veut également un acteur majeur du tourisme d'affaires. « Cela représente 20 % de nos réservations en grande partie portées par le Relais Bernard Loiseau, mais nous avons une partie événementielle et une privatisation possible dans tous nos restaurants, confie le groupe. Nos établissements sont ainsi souvent réservés pour des lancements de produits, des réunions de direction... ». Le 26 avril 2024, le bistrot anciennement nommé « Loiseau des Sens » situé au-dessus du spa du relais Bernard Loiseau a déménagé sur la nationale 6, au sein de l'hôtel de charme trois étoiles « la Tour d'Auxois ». Il a alors pris le nom de « Loiseau du Morvan ». « Grâce à son installation au sein de cet hôtel, et la visibilité renforcée de l'emplacement, ce bistrot a donné vie à la Tour d'Auxois en restaurant les clients et les entreprises venues en séminaire ». Le groupe propose également tout un ensemble d'expériences privées. Au relais Bernard Loiseau, établissement Relais & Château cinq étoiles qui bénéficie d'un spa triplement primé pour le bien-être, d'un parc luxuriant pour la déconnexion, d'une vaste salle de réunion et d'une salle de sport équipée de matériel de haut niveau, il est ainsi possible de réserver un moment avec un membre de la famille Loiseau « afin de partager l'histoire sur nos 50 années à Saulieu ». À l'occasion des 50 ans de l'établissement, Bérangère Loiseau, Pdg du Groupe Bernard Loiseau a décidé d'ouvrir «La Table du Chef» de son père. « Créée par Dominique Loiseau dans les années 1990, elle était exclusivement réservée à Bernard Loiseau. Depuis cette table, vous vivez un service (limité à cinq personnes), en immersion totale, témoin de l'orchestre qui s'active en cuisine ». Enfin, des visites privées des cuisines avec le chef Louis-Philippe Vigilant et des caves du Relais Bernard Loiseau « l'une des plus belles de Bourgogne » sont également possibles.

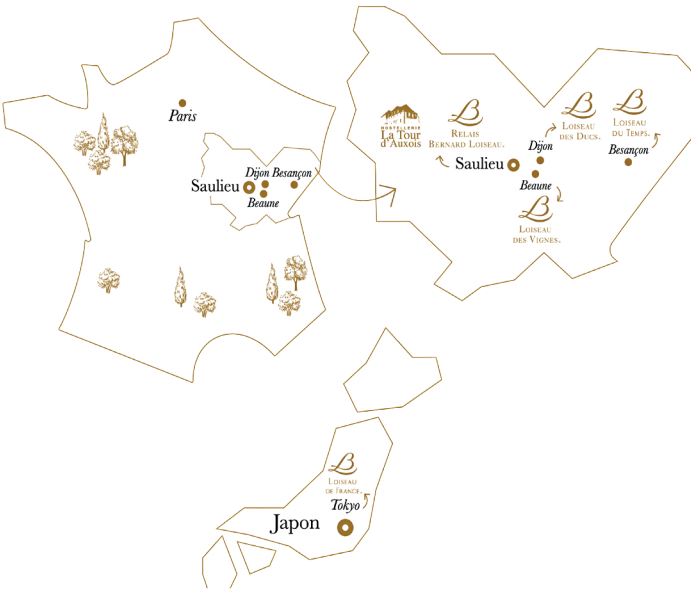
Frédéric Chevalier



La salle de séminaire de 150 m² du Relais Bernard Loiseau à Saulieu. Crédit : Franck Juery.

Vos séminaires ou repas d'affaires dans un cadre d'exception

Dans nos établissements de Saulieu, Beaune, Dijon et Besançon



Relais Bernard Loiseau
Relais & Château Hôtel *****
La Côte d'Or Restaurant **
Spa Loiseau des Sens

2 Avenue Bernard Loiseau
21210 Saulieu - Bourgogne (France)

www.bernard-loiseau.com



La demi-journée à Saulieu dans notre salle de séminaire de 150m2, avec accueil gourmand, déjeuner au Bistrot Loiseau du Morvan (entrée / plat ou plat / dessert)

*Prix sur la base de 6 participants hors boissons alcoolisés hors samedi, jours fériés et veilles de jours fériés. Location de salle comprise.

Réservations:
Pour composer la formule qui vous correspond contactez-nous:
+33(0)3 80 90 53 53
seminaire@bernard-loiseau.com

À partir de
54€73 HT



Opinions

Reculs sur l'écologie : la colère de Marie-Guite Dufay

Présidente de la région Bourgogne Franche-Comté

Pour son dernier discours d'ouverture à l'assemblée plénière des 26 et 27 juin la présidente régionale démissionnaire a souhaité relayer l'une de ses « inquiétudes fortes », car « cela rejoint le cœur de mon engagement depuis que je préside notre collectivité » : les reculs « nombreux » que l'on observe sur la transition écologique. « La baisse des crédits du ministère de l'écologie, la baisse de crédits à des organismes essentiels comme l'Ademe, l'OFB ou l'agence bio ; la baisse des ambitions sur les énergies renouvelables ; la remise en cause des ZFE, du ZAN ou encore la multiplication d'assouplissements sur les normes environnementales... »

J'entends qu'il faille faire des économies, j'entends que l'excès de régulation peut être néfaste, mais faire des transitions écologique et énergétique des variables d'ajustements n'est pas responsable !

Je veux aussi dire ma colère quant à l'amendement adopté par l'Assemblée nationale autour d'un moratoire sur le solaire et l'éolien... La proposition de loi a été rejetée, mais le mal est fait, quel mauvais signal envoyé aux acteurs économiques de ce secteur ! Quel terrible signal envoyé aux 80.000 emplois concernés ! Il n'y a pas mieux pour éloigner de notre pays des investisseurs étrangers, alors même que nous travaillons, en Bourgogne Franche-Comté, sur le pays de Montbéliard, à l'implantation de Das Solar, qui pourrait apporter de 500 à 2.000 emplois à un territoire qui en a bien besoin. Dans cette histoire, la démagogie et le populisme prennent le pas sur l'intérêt général ! Ceux qui disent que je quitte un navire en perdition, mettent décidemment beaucoup d'énergie à en percer la coque ». Marie-Guite Dufay reviendra en fin de discours,

dans un exercice de listing des bons et moins bons souvenirs de mandature, sur la question environnementale, confiant : « ne pas avoir aimé le rejet opportuniste, et clientéliste je crois, des énergies renouvelables que j'ai trop souvent entendu dans cette assemblée, pour des raisons dont la rationalité me laisse souvent songeuse ». Avant de conclure sur une note positive : « Pourtant, à notre niveau, tout cela ne nous empêche pas d'avancer, tant par les soutiens que nous accordons pour la rénovation énergétique, que pour l'accompagnement de la transition des acteurs économiques et agricoles, pour la préservation de notre environnement, de nos forêts ou encore pour le développement des énergies renouvelables... Nous avançons avec la COP, et la formidable mobilisation que cette démarche a initiée : cela restera une fierté ».

Le regard de Faro

GRÈVE : LES MOTIVATIONS DES CONTRÔLEURS AÉRIENS



NEWSLETTER
ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT
pour ne rien manquer de l'actualité économique et juridique régionale



www.journal-du-palais.fr

Le billet PAR EMMANUELLE DE JESUS

La BFC, terre de touristes



La météo qui oscille entre canicule et orages - de même que les effluves vanille ascendant monoï des consommatrices aux terrasses des cafés - nous le prouvent : l'été est arrivé, youpi. Et avec lui, les congés.

Et qui dit congés dit ? Touristes, pardi. Est-ce que le tourisme en BFC va bien ? Pas si mal, confie BFC Tourisme qui, se basant sur les projections de quelque 1.500 professionnels interrogés, estime à 72% les bonnes ondes pour la filière. On en parle dans notre dossier cette semaine !

Structuré en grandes destinations - Bourgogne, Montagnes du Jura, Vosges du Sud - la BFC innove, propose des écosystèmes digitaux de plus en plus fins (jusqu'à un groom virtuel pour aider les professionnels de l'hôtellerie-restauration en Côte-d'Or !), monte des agences d'attractivité de plus en plus créatives, séduit nos voisins européens, retrouve ses touristes asiatiques ou américains, comptabilise pas moins de 6,8 millions de nuitées hôtelières en 2024, avec des destinations de plus en plus technologiques et connectées, pour une clientèle de loisirs ou d'affaires. Et dans cette effervescence... « C'est une rue sévère, pentue, pavée. Comme une main rude soudain plaquée contre vos dos, elle vous pousse, bon gré, mal gré, jusqu'au sommet où elle vous jette, maigre gibier, au pied de la basilique (...) nuage de pierre gris orangé, flottant depuis plus de huit siècles sur un village fortifié, au-dessus d'une colline blonde ». Ces mots, que dis-je, cette poésie pure, que l'on reconnaît comme ceux d'un ami, sont de Christian Bobin, parlant dans son roman *Louise Amour* de Vézelay et de la basilique Sainte-Madeleine, perchée au sommet de la colline éternelle. Car oui, avec près d'un million de visiteurs par an et ce depuis des années, la villégiature bourguignonne de la sainte pécheresse trône et de loin le podium des lieux les plus fréquentés par les touristes en BFC. Eh bien on dira ce que l'on veut, mais de savoir cela, cette incongruité dans notre monde digitalisé jusqu'à ses vacances me réconcilie un tout petit peu avec l'humanité.

Le coin bouquins

L'ENTREPRISE DU TRAVAIL VIVANT - COMMENT CRÉER L'ENGAGEMENT AU TRAVAIL.
Aujourd'hui, la motivation et l'implication des salariés semblent s'effriter dans le monde du travail. Face à une véritable crise de l'engagement, les enjeux managériaux ont évolué. La priorité ne réside plus seulement dans la stratégie ou l'organisation, mais dans la capacité à mobiliser les collaborateurs et à raviver leur implication. Comment redonner du sens au travail ? Comment motiver et réengager les salariés autour du projet d'entreprise ? L'Entreprise du travail vivant propose une vision du management profondément respectueuse de la réalité en entreprise. Cette approche valorise la richesse et la complexité de la vie au travail et incite à ne pas seulement considérer la personne comme un facteur de production mû par des processus mécaniques. Fruit de huit années de recherches menées par la chaire « Entreprise du travail vivant », cet ouvrage donne des pistes concrètes pour instaurer un management capable de réengager durablement.

♦ Éditions Nouvelle Cité, 180 pages, 18 €.

le Journal du Palais

DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.journal-du-palais.fr du Journal du Palais est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif.
Seules les annonces présentes sur notre site www.journal-du-palais.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte>



L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

COLLECTIVITE TERRITORIALES
ENTREPRISE SOCIALES
ETABLISSEMENTS PUBLICS

AVOCATS

EXPERTS COMPTABLES

COMMISSAIRES DE JUSTICE

NOTAIRES

03.80.68.25.55.

annoncelegale.jdp@legalnet.org

ANNONCES LÉGALES

NIOT Angélique
DOTTI Virginie
COLLET Chloé
TYSSANDIER Julie
03.80.68.25.55
annoncelegale.jdp@legalnet.org

ANNONCES LEGALES

PENSEZ A PAYER PAR VIREMENT
OU PAR CARTE BANCAIRE
A DISTANCE EN TOUTE SECURITE

 **03.80.68.25.55.**

le Journal du Palais

DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Journal hebdomadaire régional
LE JOURNAL DU PALAIS
SAS au capital de 235.000 € - R.C.S. 015 750 243 Dijon
Société du groupe ForumEco
Siège social : 2 B avenue de Marbotte - 21000 DIJON
Tél. : 03.80.68.25.55 - Fax : 03.80.68.25.56
Site internet : www.journal-du-palais.fr
Bureaux ouverts du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 14h à 17h30

Principal associé : Générale de Participations

Représentant légal et directeur de la publication : Benjamin BUSSON
Directeur : Jacques STAKLIN
Rédactrice en chef : Emmanuelle DE JESUS
Rédaction : Frédéric CHEVALIER

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 €
Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres
Polignon Pla de L'Estany s/n
1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 2742-6084 - N° CPPAP : 11281 83851

xxx

Service annonces légales : annoncelegale.jdp@legalnet.org
Rédaction : redaction.jdp@legalnet.org

Procédures adaptées

Commune de Fleurey-sur-Ouche

1. IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ : Commune de Fleurey-sur-Ouche - 1 bis Rue du Sophora - 21410 FLEUREY SUR OUCHE - 03.80.76.07.47 - contact@fleureysurouche.fr. SIRET : 21210273500017.
2. TYPE DE PROCÉDURE : Procédure adaptée ouverte selon articles L. 2123-1-1 ; R. 2123-1-1° et R. 2113-1 du code de la commande publique.
3. OBJET : Marché de travaux concernant l'aménagement de parking Clos des Jardins, composé d'un lot unique : voirie, assainissement, maçonnerie et espaces verts.
4. MODALITÉS D'OBTENTION DES DOSSIERS : Téléchargement sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr>.
5. DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES : Vendredi 1^{er} août 2025 à 12H00. L2503242



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or

Avis d'appel public à la concurrence simplifié

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or
Correspondant : service « affaires générales et commande publique »
22D boulevard Winston Churchill, C.S. 16209, 21062 Dijon cedex
Tél. : 03.80.11.26.00. Mail : marchespublics@sdis21.org.
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.ternum-bfc.fr>
Objet du marché : Construction du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de Gevrey-Chambertin et d'un Centre Support de Formation Départemental (CSFD) - 14 lots
Lot n°1 : Locaux modulaires
Lot n°2 : Terrassement, Voirie et Réseaux Divers (VRD), Aménagements extérieurs
Type de procédure : procédure adaptée.
Date limite de réception des offres : Vendredi 25 juillet 2025 à 12h00.
Les candidats intéressés peuvent consulter l'intégralité de l'avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP.
L'avis intégral et le dossier de consultation sont également consultables et/ou téléchargeables sur le site internet : <https://www.ternum-bfc.fr>.
Autres renseignements :
Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : 2025E12.
Date d'envoi du présent avis à la publication : Mardi 1^{er} juillet 2025. L2503266

Nos services sont à votre disposition pour
traiter au mieux vos publications.

Envoyez vos annonces d'insertions judiciaires et légales
par mail :

annoncelegale.jdp@legalnet.org

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

CONSTITUTION
DE SOCIETE

DDS MOTORS

Par acte SSP du 05/06/2025, il a été constitué une société.
DÉNOMINATION SOCIALE : DDS MOTORS.
ENSEIGNE : DDS MOTORS.
FORME : SASU.
CAPITAL : 5.000 €.
SIÈGE SOCIAL : 577 rue des Vignes Dardelains - 21160 MARSANNAY LA CÔTE.
DURÉE 99 ans.
OBJET SOCIAL : - Réparation mécanique toute marque. Carrosserie, Tôlerie et peinture auto ;
- Lavage et lustrage automobile ;
- Dépôt-vente, Location, Vente, Achat, Importation, Exportation : de véhicules neufs ou d'occasions et de pièces détachées ;
- Exploitation ou Gestion, directe et indirecte, sous toutes formes de fonds de commerce ;
- La gestion administrative, commerciale, financière et opérationnelle de toute activité liée directement ou indirectement à l'automobile ;
- Exploitation ou Gestion, directe et indirecte, sous toutes formes de fonds de commerce.
AGRÈMENT : Les actions de la société ne peuvent être transmises ou cédées à un tiers qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des voix. Les actions sont librement cessibles entre associés. Admission aux assemblées et droit de vote : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix
PDT : M. Hovhannes SAHAKYAN, demeurant au 3 B2 rue Gustave Eiffel - 21160 MARSANNAY LA CÔTE.
Immatriculation au R.C.S. de DIJON. L2502813

SCEA DOMAINE
DE MARCENAY

Société civile d'exploitation agricole
Au capital de 31 250 Euros
Siège social : Ferme de la Souche, 21150 MARIGNY-LE-CAHOUE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à MARIGNY-LE-CAHOUE du 10 juin 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME SOCIALE : Société civile d'exploitation agricole
DÉNOMINATION SOCIALE : SCEA DOMAINE DE MARCENAY
SIÈGE SOCIAL : Ferme de la Souche, 21150 MARIGNY-LE-CAHOUE
OBJET SOCIAL : La société a pour objet l'exploitation et la gestion de biens agricoles, apportés ou mis à disposition par les associés, achetés ou pris à bail par la Société, et plus généralement l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du Code rural et de la pêche maritime.
DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.
CAPITAL SOCIAL : 31 250 €, divisé en 3 125 parts de 10 €, constitué à concurrence de 25 000 € au moyen d'apports en numéraire et à concurrence de 6 250 € au moyen d'apports en nature.
GÉRANCE : La SC BMT, société civile au capital de 3 265 000 € ayant son siège social Ferme de la Souche, 21150 MARIGNY-LE-CAHOUE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 850 916 974 RCS DIJON, représentée par M. Michel BROT et M^{me} Agnès BROT en leur qualité de cogérants.
CESSION DE PARTS : les parts sociales ne peuvent être cédées entre associés ou à des tiers qu'avec l'agrément des associés représentant plus des trois quarts du capital social.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de DIJON.
Pour avis : La gérance
L2503167

LIDIMA

Avis est donné de la constitution au RCS DIJON de la société LIDIMA, SCI au capital de 100 euros, Durée : 99 ans, Siège social : 4 rue des Capucines, 21000 DIJON, Objet social : l'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement, l'occupation par les associés, leurs descendants et ascendants, sans autre contrepartie que le paiement des charges locatives de tous biens mobiliers ou immobiliers, de tous droits ou valeurs y relatifs ; la vente de tous biens mobiliers ou immobiliers, de tous droits ou valeurs y relatifs ; la détention, la gestion de titres et de toutes valeurs mobilières ; L'octroi de toute garantie immobilière portant sur tout ou partie du patrimoine social, afin de garantir notamment tout prêt bancaire, y compris au profit d'autres propriétaires. Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales. La gérante est Madame Sophie DIDEY demeurant 4 rue des Capucines, 21000 DIJON.

Pour avis : La gérance
L2503191



LEGI CONSEILS
BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

JW IMMO

Avis de constitution

ASSP en date du 20/06/2025 : il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : SAS. Dénomination sociale : JW IMMO. Siège social : 7 avenue de la Découverte - 21000 DIJON. Objet social : L'achat, la mise en valeur, l'aménagement, la rénovation, la vente et la location de tous biens et droits immobiliers. L'acquisition et l'aménagement de terrains, la construction de tous immeubles en vue de leur location ou de leur revente en totalité ou par lots. L'acquisition, la cession, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers. Les prestations de services liées à cette activité et la vente de produits. L'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties, portant sur tout ou partie du patrimoine social, indispensables à l'obtention de tout prêt bancaire ou autres. La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apports, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou autrement. Durée : 99 ans. Capital social : 100 €. Président : JW DIGITAL GROUP (945 248 367 R.C.S. DIJON), 7 avenue de la Découverte à Dijon (21000). Cession d'actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. En cas de pluralité d'associés, les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont libres entre associés. Elles ne peuvent être transmises à d'autres personnes, à quelque titre que ce soit, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés. Droit de vote : chaque action donne droit à 1 voix. R.C.S. DIJON.
Pour avis.
L2503196



SCP François PENY,
François GUILLERMET,
Stéphanie CHAPUIS et
Luc DASNOY
Notaires associés
2 rue Bossack - 21000 DIJON

SASU CAP
MOTOR'S

Suivant acte reçu par Me Luc DASNOY, notaire à DIJON, le 24 juin 2025, a été constituée une Société par actions simplifiée unipersonnelle dénommée «CAP MOTOR'S»,
SIÈGE SOCIAL : BEAUNE (21200), 163 Bis route de Dijon.
CAPITAL : 1.000,00 € divisé en 1000 actions de 1,00 € chacune.
DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. de DIJON.
OBJET SOCIAL : L'exercice de toutes activités de conciergerie de véhicules, notamment au service de véhicules de prestige, de collection, de luxe ou à usage spécifique, pour le compte de particuliers ou de professionnels ;
La gestion, l'organisation, la planification et la réalisation de prestations sur mesure liées à l'usage, la possession ou la détention de véhicules,
La gestion administrative des véhicules pour le compte des clients, le conseil, l'accompagnement personnalisé et la prestation de services sur mesure pour la gestion d'un parc automobile privé ou professionnel et notamment l'achat et la vente de véhicules ;
L'intermédiation, la mise en relation et la sous-traitance auprès de prestataires agréés ou spécialisés dans les domaines précités et notamment l'achat et la vente de véhicules.
PREMIER PRÉSIDENT : Monsieur Jean-Baptiste Guy Vito AMPHOUX, demeurant à BEAUNE (21200), 2 rue Pasteur, Entrée D3
CESSIONS DES ACTIONS : les cessions ou transmissions d'actions au profit des tiers sont soumises à l'agrément du président.
Pour insertion : Maître Luc DASNOY
L2503208

Nexus GT
CONSTITUTION

Aux termes d'un acte électronique en date du 26/06/2025, il a été constitué une société par actions simplifiée au capital de 308 000 €, dénommée Nexus GT, dont le siège social est situé 75, rue de Mirande - 21000 DIJON, qui a pour objet, en France et à l'étranger, l'acquisition, la gestion et la location de tout immeuble, bien ou droit immobilier ; la prise de participation majoritaire ou minoritaire dans toute société existante ou à constituer, ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations ; toute prestation de services de gestion au profit des sociétés dans lesquelles la société détient une participation. Sa durée est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au RCS de DIJON. Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Clause d'agrément : Toutes cessions d'actions entre associés ainsi que les cessions d'actions au profit de tiers étrangers à la société seront soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Monsieur Ozkan GENC et Madame Mélanie TUNC ép. GENC, demeurant ensemble 4, rue du Lavoir - 21560 REMILLY-SUR-TILLE sont nommés respectivement Président et Directeur Général sans limitation de durée.
Pour avis
L2503209

SCI 89

Aux termes d'un acte sous seing privé électronique en date du 27 juin 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société civile immobilière.
Dénomination sociale : SCI 89.
Siège social : 10 rue Audra - 21000 DIJON.
Objet social : l'acquisition, la location, la sous-location, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement ; éventuellement l'aliénation de ces immeubles devenus inutiles à la société ; l'obtention de tout financement nécessaire à ces opérations.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au R.C.S.
Capital social : 1.000 €, constitué d'apports en numéraire.
Gérance : monsieur Guillaume ROBINET : 10 rue Audra - 21000 DIJON.
Clauses relatives aux cessions de parts : agrément des associés représentant les trois quarts au moins du capital social requis dans tous les cas.
Immatriculation de la Société au R.C.S. de DIJON.
Pour avis : La Gérance.
L2503214



ROSETTE
PERNAND

Avis est donné de la constitution, suivant acte sous seing privé en date du 27/06/2025, d'une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée - DÉNOMINATION : ROSETTE PERNAND - CAPITAL SOCIAL : 1.000 € - DURÉE : 99 ans - OBJET SOCIAL : exploitations directes et indirectes de fonds de commerces de bars, brasseries, restaurants, glacier, salon de thé, ventes à emporter, traiteurs, marchand de vins et intermédiaire dans la vente de tous types de boissons. SIÈGE SOCIAL : PERNAND-VERGELESSES 21420 3 Rue Louis Pavelot - PRÉSIDENT : M. Pierre de VOGUE demeurant à BEAUNE (21200) 22 rue de Chorey. ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Pas de distinction entre actionnaires. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. CESSION D' ACTIONS : Libre entre actionnaires ou si consenties par l'actionnaire unique, toutes les autres cessions sont soumises à agrément donné à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées - IMMATRICULATION : RCS DIJON.
Pour Avis.
L2503243

SCI JUVAMA

Avis de constitution

Aux termes d'un acte électronique en date du 25/06/2025, il a été constitué une société civile immobilière au capital de 100 €, dénommée SCI JUVAMA, dont le siège social est situé 4, impasse des Acacias - 21490 BRETIGNY, qui a pour objet la construction, l'acquisition, la gestion, l'administration et plus généralement l'exploitation par bail, location ou autrement, en ce compris la mise à disposition au profit des associés (à titre gratuit ou à titre onéreux), de tous immeubles ou biens immobiliers qui viendraient à appartenir à la société, l'aliénation, lorsque la société le jugera utile, du ou des immeubles ou biens immobiliers qui viendront à appartenir à la société. Sa durée est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au RCS de DIJON. Clause d'agrément : Toute cession de part sociale, y compris entre associés ou entre conjoints, ascendants et descendants, ne peut intervenir qu'avec l'agrément de la gérance. M. Olivier PERROUD, demeurant ensemble 4, impasse des Acacias - 21490 BRETIGNY, assure la gérance sans limitation de durée.
Pour avis.
L2503261



Etude de Maître Julien
BONICHOT
Notaire à BEAUNE (Côte d'Or)
153 route de Dijon

PM INVEST

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Julien BONICHOT, Notaire, titulaire d'un Office Notarial à BEAUNE, 153, route de Dijon, le 1^{er} juillet 2025 a été constituée une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :
- l'achat d'immeubles non bâtis ou bâtis en vue d'en assurer la conservation ou la revente en l'état ou après rénovation, modification ou embellissement, ou la construction qu'ils soient à usage d'habitation, commercial ou professionnel, - toutes transactions commerciales ou industrielles portant sur des biens meubles ou immeubles, comme leur exploitation ou leur mise en valeur, par bail (de tous types) ou autrement entre le moment de leur acquisition et celui de leur revente, - l'activité de marchand de biens, - la mise en valeur, directement ou indirectement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, notamment par voie de mise en location (de tous types), de chambres d'hôtes, table d'hôtes, gîtes ou tous autres location d'immeubles meublés de tourisme ou non, avec ou sans fourniture de prestations complémentaires et notamment de conciergerie, fournitures de linges de maison et/ou de repas.
Dénomination : PM INVEST.
Siège social : COMBLANCHIEN (21700), 20 route Départementale 974.
Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.
Capital social : CENT € (100,00 €).
Cessions d'actions en cas de pluralité d'associés : les cessions entre associés seuls sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des actions.
L'exercice social commence le PREMIER JANVIER et se termine le TRENTE ET UN DÉCEMBRE de chaque année.
Président : M. Paulo JESUS DE NEVES demeurant à COMBLANCHIEN (Côte-d'Or), 20 route départementale 974.
La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de DIJON
Pour avis : Le notaire.
L2503287

AQUAPARK 21
SARL

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à CHENOVE du 27/06/2025, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : AQUAPARK 21 SARL.
Siège social : 37 rue de Longvic à CHENOVE (21300).
Objet social :
- Création, exploitation, gestion et développement de parcs aquatiques comprenant des équipements gonflables
- Location de matériels à usage aquatique de plaisance
- Organisations d'événements, d'animations et d'activités récréatives au sein du parc aquatique,
- Vente de boissons non alcoolisées et petites restaurations.
Durée de la société : 99 ans, à compter de l'immatriculation au R.C.S.
Capital social : 2.000 € divisé en 200 parts de 10 € chacune
Gérant : Monsieur MORGADO Julio demeurant 98 rue Maxime Guillot à CHENOVE (21300) est nommé pour une durée illimitée.
Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de DIJON.
Pour avis.
L2503289

MISSION ENERGIE
DIJON

Aux termes d'un acte SSP en date du 6 juin 2025 Avis de constitution de :
DÉNOMINATION SOCIALE : MISSION ENERGIE DIJON.
FORME : SASU.
CAPITAL : 5.000,00 €.
SIÈGE SOCIAL : 4 allée des Nouratons - Local 1 - 21490 RUFFEY LÈS ECHIREY.
OBJET :
- Tous travaux de raccordement électrique ;
- Installation et entretien panneaux photovoltaïques ;
- Installation et entretien de pompes à chaleur et climatisation ;
- Installation et entretien de tous systèmes de chauffage ;
- Travaux liés à la pose de charpente, de couverture, de bardage ;
- Contractant général pour la réalisation d'opérations de travaux de rénovation énergétique, de prestations immobilières, maîtrise d'œuvre.
PRÉSIDENT : SARL LP & CO
R.C.S. PONTOISE N°911 906 550 sise 3 allée des Artisans - ZI des Châtagniers - 95150 TAVERNY, représentée par Monsieur Louis-Philippe THOMAS.
CESSION DES ACTIONS : dans les conditions statutaires et légales.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de DIJON. L2503291

MDB21

Le 30/06/2025, par acte sous seing privé, il a été constitué la société suivante : Forme : SARL (unip). Dénomination : MDB21. Siège : 21 Rue de Cracovie 21850 ST APOLLINAIRE. Objet : L'activité de marchand de biens ; Durée : 99 ans. Capital : 1 000 euros (en numéraire). Gérant : Sylvain SCHALLER (demeurant 10 Rue de la Raffinerie 21000 DIJON). Immat RCS DIJON. L2503245

MODIFICATION

DE STATUTS

INSTALLATION
TECHNIQUE
EN GENIE
CLIMATIQUE - ITGC

Société à responsabilité limitée transformée en société par actions simplifiée
Au capital de 7 625 euros
Siège social : 110 Rue Charles de Freycinet 21600 LONGVIC
440 000 305 RCS DIJON
Avis de transformation

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 30 juin 2025, l'Associée Unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.
La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.
Le capital social reste fixé à la somme de 7 625 euros.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au troisième jour ouvré avant la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.
Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur Nicolas BOULET.
Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :
Holding ANNIVA, Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 290 000 euros, ayant son siège social 110 Rue Charles de Freycinet 21600 LONGVIC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 878 545 870 RCS DIJON, représentée par Monsieur Nicolas BOULET en sa qualité de Gérant.
L2503115

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

ITGC Étanchéité

Société par actions simplifiée
Au capital de 7 500 euros
Siège social :
110 rue Charles de Freycinet
21600 LONGVIC
500 063 847 RCS DIJON

Avis de transformation

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 30 juin 2025, l'Associée Unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 7 500 euros.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au troisième jour ouvré avant la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur Nicolas BOULET.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :
Holding ANNIVA, Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 290 000 euros, ayant son siège social 110 Rue Charles de Freycinet 21600 LONGVIC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 878 545 870 RCS DIJON, représentée par Monsieur Nicolas BOULET en sa qualité de Gérant.
L2503119

In Extenso

ENTREPRENEZ L'AVENIR.

TRANSAXIO
BOURGOGNE
JURA

Société par actions simplifiée
au capital de 10.000 Euros
Siège social :
3g Rue Jeanne Barret
21000 DIJON
935 060 681 RCS Dijon

Nomination du nouveau
président

Aux termes d'une décision de l'Associée Unique en date du 11/06/2025, il résulte que Monsieur Lucien GOMES, demeurant 16 Boulevard de la Marne, 21000 DIJON a été nommé en qualité de Président en remplacement de M. Gilles MARCONNET, démissionnaire.
Pour avis : Le Président.

L2503130

KD FINITION

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 800 Euros
Siège social : 13 Rue de Villemoron
21580 CUSSEY LES FORGES
751519760 RCS Dijon

AVIS DE PARUTION

Aux termes d'une délibération en date du 15 juin 2025, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Monsieur Alexandru-Constantin GAFITA de ses fonctions de gérant avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis La Gérance

L2503135

In Extenso

ENTREPRENEZ L'AVENIR.

FINANXIO PRO

Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
3g Rue Jeanne Barret
21000 DIJON
934 065 897 RCS Dijon

Nomination
du nouveau président

Aux termes d'une décision de l'Associée Unique en date du 11/06/2025, il résulte que Monsieur Lucien GOMES, demeurant 16 Boulevard de la Marne, 21000 DIJON a été nommé en qualité de Président en remplacement de M. Alain MONTERO, démissionnaire.

L'article 26 a été retiré des statuts sans qu'il y ait lieu de le remplacer par celui du nouveau président.

Pour avis : Le Président.

L2503131

PARIS et Associés

Société à responsabilité limitée
au capital de 101 000 Euros
porté à 246 000 Euros
Siège social : 1 Rue du Golf
21800 QUETIGNY
827 746 181 RCS Dijon

AUGMENTATION
DE CAPITAL

Par décision du 1^{er} juillet 2025, l'Associé Unique a décidé une augmentation du capital social de 145 000 euros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la modification des statuts et la publication des mentions suivantes :

ANCIENNE MENTION :
Capital social : 101 000 euros
NOUVELLE MENTION :
Capital social : 246 000 euros
L2503171

GAEC DE LA
FERME DE
FLACELIERE

SOCIETE CIVILE
SIEGE SOCIAL : FERME DE
FLACELIERE
21230 MIMÉURE
838 766 731 RCS DIJON

Par une assemblée générale extraordinaire en date du 23 juin 2025, la collectivité extraordinaire des associés a décidé la transformation du GAEC en EARL, à compter du 1^{er} juillet 2025, dont les nouvelles caractéristiques sont les suivantes :

FORME : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée.

DÉNOMINATION SOCIALE : EARL DE LA FERME DE FLACELIERE.

SIÈGE SOCIAL : Ferme de Flacelière - 21230 MIMÉURE.

CAPITAL SOCIAL : 224.000 €.

OBJET SOCIAL : - l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime,

- conformément à l'article 88 § II de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, la production et la commercialisation d'énergies renouvelables issues d'installations photovoltaïques ou d'éoliennes - conformément à la loi d'orientation agricole du 27 juillet 2010 article 48, les activités de déneigement des routes au moyen d'une lame communale, intercommunale ou départementale, et le salage de la voirie communale, intercommunale ou départementale.

GÉRANT : Monsieur Sylvain THIBAUT, demeurant Ferme de Flacelière - 21230 MIMÉURE.

DURÉE : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis et mention, La Gérance

L2503172

HARMEZ

Société par actions simplifiée
au capital de 1.500.000 Euros
Siège social : 16 rue Antoine Becquerel
21300 CHENOVE
R.C.S. Dijon 478 798 390

Au terme de l'assemblée générale ordinaires du 20 juin 2025, Monsieur Régis HARDUIN demeurant 4 rue Théophile Foisset - 21000 DIJON a été nommé président à compter du 20 juin 2025 en remplacement de la société RH HOLDING démissionnaire.

Mention sera faite au R.C.S. de DIJON.

Pour avis.

L2503195

OPTIMYSE SANTE

Dénomination : OPTIMYSE SANTE.
Forme : SARL.
Capital social : 5000 Euros
Siège social :
14 Bis Rue de la Breuchillière,
21000 DIJON.
893171488 RCS de Dijon.

TRANSFERT DE SIÈGE
SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 26/06/2025, l'associé unique a décidé, à compter de cette date, de transférer le siège social au 4 Impasse Jean Perrin, 21300 CHENOVE.

Mention sera portée au RCS de Dijon.

Pour avis

L2503202



LEGI CONSEILS
BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

JEC

Société à responsabilité limitée
en cours de transformation en société civile
au capital de 500 Euros
Siège social :
2 rue du Bois des Grottes
21380 ASNIERES LES DIJON
843 393 885 R.C.S. Dijon

DAU 27.05.2025 : Transformation de la société JEC en société civile, à compter du 27.05.2025.

Anciennes mentions :

- Forme : société de participations financières de professions libérales à responsabilité limitée ;

- Objet social : La détention de parts ou d'actions de sociétés d'exercice libéral ayant pour activité l'exercice de la profession libérale d'avocat. La participation à tout groupement de droit étranger ayant pour objet l'exercice de ladite profession. Toutes activités accessoires en relation avec son objet et destinées exclusivement aux sociétés ou aux groupements dont elle détient des participations.

Nouvelles mentions :

- Forme : Société civile ;

- Objet social : La détention et la gestion de portefeuille de tous produits monétaires, actions, OPCI, SCPI, et de toutes valeurs mobilières. Exceptionnellement, et sous réserve que cela ne remette pas en cause le caractère civil de l'objet de la Société, la vente des participations devenues non nécessaires à l'activité. Le recours à tous moyens de financement pour l'acquisition, la gestion et la prise de ces participations. Toutes opérations financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement, à condition d'en respecter le caractère civil.

Clauses relatives aux cessions de parts : Les parts ne peuvent être cédées ou transmises, à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'avec le consentement des associés donné dans la forme et les conditions d'une décision collective ordinaire.

Pour avis : La Gérance.

L2503203

Myse Invest

Forme : SAS
Capital : 10.000 Euros
Siège social :
14 Bis Rue de la Breuchillière
21000 DIJON
919 394 528 RCS de Dijon

Transfert de siège social

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 26/06/2025, les associés ont décidé, à compter de ce jour, de transférer le siège social au 4 Impasse Jean Perrin - 21300 CHENOVE.

Mention sera portée au RCS de DIJON.

Pour avis.

L2503205

ImmunoDiagnostic
Systems France

SAS au capital de 15 248 656,32 Euros
Siège Social :
42, rue Stéphane MAZEAU
21320 POUILLY EN AUXOIS
R.C.S. Dijon 328 517 685

Aux termes d'un acte ssp du 25/06/2025, l'Associée unique, a pris acte de l'arrivée à expiration du mandat de la société PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux Comptes et décidé de ne pas le renouveler et de nommer en remplacement la société ORFIS, dont le siège social est situé 79, boulevard Stalingrad, 69100 Villeurbanne, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 957 509 045.

Mention au RCS de DIJON
L2503206

Myse Immobilier

Dénomination : Myse Immobilier
Forme : SCI
Capital social : 2000 Euros
Siège social :
14 bis Rue de la Breuchillière
21000 DIJON
952190171 RCS de Dijon

TRANSFERT DE
SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 26/06/2025, les associés ont décidé, à compter de cette date, de transférer le siège social à 4 Impasse Jean Perrin, 21300 CHENOVE.

Mention sera portée au RCS de Dijon.

Pour avis

L2503207



LEGI CONSEILS
BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

GROUPE GEOTEC

Société par actions simplifiée au capital de 12 653 685 €
Siège social : 9 boulevard de l'Europe
- 21800 QUETIGNY
520 978 974 RCS DIJON

PV AGM 16.06.2025 PV décisions de la Présidente 23.06.2025
Augmentation du capital social à compter du 23.06.2025.

Ancienne mention : 12 595 128 €.
Nouvelle mention : 12 653 685 €
RCS DIJON

La Présidente

L2503223

R.T. FINANCES

SAS au capital de 14 000 Euros
Siège social : 14, Rue des Artisans,
21800 QUETIGNY
519 474 357 RCS Dijon

L'Associé Unique en date du 18/06/2025, a décidé que : les mandats de la Société ANDRE ET ASSOCIES, CAC titulaire, et de M. Edouard DINKEL, CAC suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de CAC.

Pour avis : Le président

L2503229

GEBING

SAS au capital de 1.000 Euros
Siège social : 2 rue Thomas Edison
67450 MUNDOLSHEIM
889 007 001 R.C.S. Strasbourg

L'AGM des associés de la SAS GEBING, en date du 30/06/2025 a décidé, à compter de cette date :

- De transférer le siège social du 60 avenue du 14 Juillet - 21300 CHENOVE au 2 rue Thomas EDISON - 67450 MUNDOLSHEIM ;

- De nommer en qualité de DG pour une durée illimitée, M. Jean-Marie ARCIER demeurant 27 rue des Mouettes - 17138 ST-XANDRE ;

- Qu'en application de L.223-42 du Code de Commerce, qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : Le Président.

L2503234



SCUB

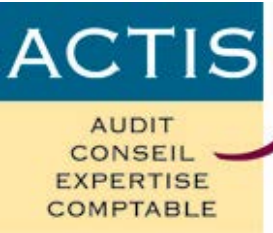
SAS au capital de 260 000 euros
Siège social : Zone Artisanale, 21200 BLIGNY LES BEAUNE
312 549 918 RCS DIJON

Nomination
d'un directeur général

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 27 juin 2025, il résulte que Monsieur Guillaume NIEDZWIECKI demeurant 12 C Allée de la Petite Tuilerie 21600 FENAY a été nommé en qualité de directeur général, à compter de ce jour et pour une durée illimitée.

POUR AVIS le Président

L2503236



PRESTIGE

Société civile immobilière
au capital de 2 000 Euros
Siège social : ZAE de Boulouze
21110 FAUVERNEY
793 945 502 RCS Dijon

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28 Mai 2025 a autorisé le retrait d'un associé et constaté la réduction du capital social de 2 000 euros à 1 000 euros par rachat et annulation de 1 000 parts sociales, ce qui rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

ANCIENNE MENTION :

Le capital de fondation est fixé à 2 000 euros.

Il est divisé en 2 000 parts sociales de 1 euro chacune, lesquelles ont été souscrites et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

NOUVELLE MENTION :
Le capital est fixé à 1 000 euros.

Il est divisé en 1 000 parts sociales de 1 euro chacune, lesquelles ont été souscrites et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 000 parts.
Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de DIJON.

Pour avis : La gérance

L2503237

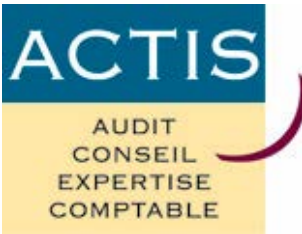
BDR IMMO SAS

Sociétés par actions simplifiée
au capital social de 40.000.00 Euros
Siège social : 18 avenue Françoise GIROUD
21000 DIJON
539 146 803 R.C.S. Dijon

En date du 10/06/2025, l'associé unique a pris acte de la reconstitution des capitaux propres de la Société qui sont reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. Mention sera faite auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de DIJON.

Pour avis.

L2503250



SARL PRESTIGE
ISOLATION
PEINTURE

Société à responsabilité limitée
au capital de 8.000 Euros
Siège social : ZAE de Boulouze
21110 FAUVERNEY
504 792 292 R.C.S. Dijon

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 Mai 2025 et du procès-verbal de la cogérance en date du 30 Juin 2025, le capital social a été réduit d'une somme de 3.990 €, pour être ramené de 8.000 € à 4.010 € par rachat et annulation de 399 parts sociales.

La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes :

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention : «Le capital social est fixé à huit mille € (8.000 €).»

Nouvelle mention : «Le capital social est fixé à quatre mille dix € 4.010 €).»

Aux termes d'une délibération en date du 30 Juin 2025, la collectivité des associés :

- a pris acte de la démission de Monsieur Cuma Ali OZBAY de ses fonctions de cogérant à compter de ce jour et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

L'article 14 des statuts a été modifié en conséquence et la mention de Monsieur Cuma Ali OZBAY a été supprimée.

- a décidé de remplacer à compter de ce jour la dénomination sociale «SARL PRESTIGE ISOLATION PEINTURE» par «PRESTIGE ISOLATION PEINTURE» et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

Pour avis : La Cogérance.

L2503238



M.P.A MULTI
PASSIONS
ADHESIF

SAS au capital de 31 575 euros
Siège social : 440 rue de la Pièce Léger, 21160 MARSANNAY LA COTE
478 164 155 RCS DIJON

Nomination directeur
général

Aux termes d'une décision des associés en date du 01/07/2025, il résulte que la société JOALIS, SAS au capital de 1000 euros, dont le siège social est 4A Chemin des Echarmots, 21410 ST VICTOR SUR OUCHE, immatriculée au RCS de DIJON sous le numéro 944 917 608, a été nommée en qualité de Directrice Générale, à compter du 2/06/2025.

Pour avis La Présidente

L2503252

EURL CAMPUS

Société à responsabilité limitée au capital de 12 000 euros
Siège social : 75, rue de Mirande - 21000 DIJON
833 587 520 RCS DIJON

Nomination

Aux termes des décisions en date du 01/07/2025, l'associé unique a nommé à compter du 01/07/2025 et ce sans limitation de durée, Madame Mélanie TUNC ép. GENC, demeurant 4, rue du Lavoir - 21560 REMILLY-SUR-TILLE en qualité de cogérant.

Pour avis.

L2503257

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or



LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

SOCIETE D'INTENDANCE MEDICALE
Société par actions simplifiée
au capital de 4.000 Euros
Siège social : 23 boulevard de
Strasbourg
21000 DIJON
9807 058 R.C.S. Dijon

ASSP 27/06/2025 : démission des
fonctions de Président de Matthieu
CADENNES à effet du 15 juillet 2025
et nomination en qualité de nouveau
Président, à compter de la même date
et pour une durée indéterminée de
Charlotte FRANZINO, 17 boulevard de
la fontaine des Suisses - 21000 DIJON.
R.C.S. DIJON.

L2503254

Pour avis.



21 avenue Albert Camus
(21000) DIJON

SAS FAMILY INVEST
Capital : 202.000,00 Euros
Siège social : 7 rue Viollet le Duc
(21000) DIJON
SIREN 979205382 R.C.S. Dijon

Aux termes d'un acte reçu par Maître
Marlène PAULY, notaire à DIJON le 26
juin 2025, les actionnaires ont pris acte
de la démission de Monsieur Christian
MESTANIER, demeurant à 7 rue viollet
le Duc (21000) DIJON en qualité de
Président de SAS FAMILY INVEST.
Aux termes dudit acte, les actionnaires
ont décidé à l'unanimité de nommer
Présidente Madame Laure MESTANIER
demeurant à DIJON (21000) 9 rue
Jehan de la Huerta laquelle a accepté
ses fonctions de présidente pour une
durée indéterminée. Ils ont par ailleurs
décidé de nommer en qualité de
Directeur Général Madame Caroline
MESTANIER demeurant à TALANT
(21240), 32 rue des Bénédictins,
laquelle a accepté sa fonction pour une
durée indéterminée.

Dépôt légal au R.C.S. de DIJON.

Pour avis.

L2503255



LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

JLD DEVELOPEMENT
SAS au capital de 3.306.528 Euros
18 rue des Cygnes
21121 FONTAINE LES DIJON
453 440 786 R.C.S. Dijon

DAU 11.06.2025 : Nomination de M^{me}
Pascale ANGELOT épouse DORAS
demeurant 18 rue des Cygnes - 21121
FONTAINE LES DIJON, en qualité de
Directeur Général, sans limitation de
durée.

POUR AVIS : Le Président.

L2503256



SAS ACCES CORDES SERVICES

Avis de modification

Aux termes d'une décision de
l'Associée Unique de la SAS ACCES
CORDES SERVICES, au capital de
6.000 € ayant son siège social 7 A rue
du Bailly - 21000 DIJON et immatriculée
au R.C.S. DIJON n° 521 627 703, en
date du 01/07/2025, il résulte que la
société LAGOLIGA, SARL au capital
de 1.300 €, dont le siège social est
12 rue de l'Eglise - 21540 BLAISY
BAS, immatriculée au R.C.S. DIJON
n°944 824 770, a été nommée en
qualité de Présidente à compter du
01/07/2025 et sans limitation de
durée, en remplacement de M. Franck
ROCHER, démissionnaire à compter
du 30/06/2025 minuit.

Pour avis : La Présidente.

L2503262

CYBERSPACE21
SARL au capital de 18 000 €
Siège social : 46 rue Monge
21000 DIJON
RCS de DIJON n°485 153 977

Avis de modification

L'AGE du 30/06/2025 a décidé de
modifier l'objet social à compter du
30/06/2025

Nouvel objet social : La société a
pour objet principal : Reprographie de
documents Les objets secondaires
sont : Mise à disposition d'ordinateurs
et d'outils informatique, Vente de
boissons et de friandises, Secrétariat
et autres activités de soutien de
bureau, Formations informatiques,
Assemblage d'ordinateur, Vente
d'ordinateurs, matériel informatique et
de jeux vidéo, Dépannage informatique,
Accès InternetExploitation d'outils
informatique, Confection et vente de
sandwichs et panini, Autres activités
récréatives, Jeux électroniques,
Organisation d'évènements en rapport
avec les jeux vidéo ou s'y rapprochant.
Et, plus généralement, toutes
opérations industrielles, commerciales,
financières, mobilières ou immobilières,
se rapportant directement ou
indirectement à l'objet social ou
susceptibles d'en faciliter l'extension ou
le développement.

L'article 2 des statuts a été modifié en
conséquence.

Modification au RCS de DIJON.

L2503269



LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

GROUPE DESFOSSEY HOTELLERIE
Société par actions simplifiée
au capital de 11.649.280 Euros
Siège social :
17 rue Général Voillot - 21200
BEAUNE
511 898 454 RCS Dijon

AGOA 25/06/2025 : expiration et
non renouvellement du mandat des
Commissaire aux comptes. RCS
DIJON.

Pour avis.

L2503280

LE JOURNAL DU PALAIS

Société par actions simplifiée
Au capital social de 235.000 Euros
Siège social : 2B avenue de Marbotte
21000 DIJON
R.C.S. Dijon B 015 750 243

Suivant délibération en date du 10
juin 2025, l'associée unique a pris acte
de la démission de Monsieur Benjamin
BUSSON de son mandat de Président de
la société.

Elle a décidé de nommer en qualité
de nouveau président, la société
GENERALE DE PARTICIPATIONS,
société par actions simplifiée au capital
de 3.630.000 €, dont le siège social est
21 rue Danielle Casanova - 75001 PARIS,
immatriculée sous le R.C.S. 411 325 533,
représentée par son Président Monsieur
Michel GUYOMARD, et ce à compter du
10 juin 2025, et sans limitation de durée.

Le dépôt légal sera effectué au greffe
du Tribunal de Commerce de DIJON.
L2503281

IN-PULSE
Société par actions simplifiée au
capital social de 1 000 euros
Siège social : 5, rue Piron
21000 DIJON
912 128 402 RCS DIJON

Modifications

Aux termes des décisions en date du
01/07/2025, l'associé unique a décidé :
- de changer la dénomination sociale
de la société en «ATELIER PAVELOT» ;
- de transférer le siège social du 5, rue
Piron à DIJON (21) au 56 B, avenue de
Stalingrad à DIJON (21) ;
- de modifier l'objet social de la Société
«en conception et la réalisation de tout
ouvrage métallique» ;
- de modifier les articles 2, 3 et 4 en
conséquence ;
- a nommé en qualité de Président,
sans limitation de durée, la société
MA2FINANCE, société par actions
simplifiée au capital de 2 500 euros,
ayant son siège social 5, rue Piron -
21000 DIJON, immatriculée au RCS
de DIJON sous le numéro 943 753 541,
en remplacement de M. Marc-Antoine
FERNET, démissionnaire.

Pour avis.

L2503288



AMERICAN WAY DIJON

Société à responsabilité limitée
au capital de 15.000 Euros
Siège social :
44 C avenue Françoise Giroud
Parc Valmy - Le Quator III et IV
21000 DIJON
752 265 413 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une délibération en
date du 15 avril 2025, la collectivité
des associés a nommé Monsieur
Benoit FOSSEY demeurant 2 bis rue
des 2 puits - 34560 VILLEVEYRAC,
en qualité de gérant pour une durée
illimitée en remplacement de Monsieur
Romuald FERRANT démissionnaire.

Le nom de Monsieur Romuald
FERRANT a été retiré de l'article 10
des statuts sans qu'il y ait lieu de le
remplacer par celui du nouveau gérant.

Pour avis : La Gérance.

L2503293

SCI DMN
Capital : 900,00 Euros
Siège social :
14 Boulevard du Champ aux métiers
(21800) QUETIGNY
SIREN 838240992 R.C.S. Dijon

Aux termes d'un acte reçu par Maître
Marlène PAULY, notaire à DIJON le
17 mars 2025, les associés ont pris
acte de la démission en qualité de co
gérant de Monsieur David BACCONIN,
demeurant à VARANGES (21110), 14
lotissement du soleil.

Dépôt légal au R.C.S. de DIJON.

Pour avis.

L2503258



SELARL QUENTIN AZOU

Société d'exercice libéral à
responsabilité limitée
Au capital de 1.000 Euros
Siège social : 9 Boulevard Sévigné
21000 DIJON
R.C.S. Dijon 827 944 018

Avis de modification

Par PV du 3/07/25, il a été décidé de
transférer le siège social de la société
51 rue de la République - 93100
MONTREUIL, à compter du 3/07/25
et de modifier l'article 4 des statuts
comme suit :

Ancienne mention : 9 Boulevard
Sévigé - 21000 DIJON.

Nouvelle mention : 51 rue de la
République - 93100 MONTREUIL.

En conséquence, la société qui est
immatriculée au R.C.S. de DIJON sous
le numéro 827 944 018 fera l'objet
d'une nouvelle immatriculation au
R.C.S. de BOBIGNY.

Mention sera faite au R.C.S. de
BOBIGNY.

Pour avis : Le gérant.

L2503297



BM AZOU

Société civile immobilière
Au capital de 1.000 Euros
Siège social : 9 Boulevard Sévigné
21000 DIJON
R.C.S. Dijon 942 806 811

Avis de modification

Par PV du 3/07/25, il a été décidé
de transférer le siège social de la
Société 51 rue de la République 93100
MONTREUIL, à compter du 3/07/25
et de modifier l'article 4 des statuts
comme suit :

Ancienne mention : 9 Boulevard
Sévigé - 21000 DIJON.

Nouvelle mention : 51 rue de la
République - 93100 MONTREUIL.

En conséquence, la Société qui est
immatriculée au R.C.S. de DIJON sous
le numéro 942 806 811 fera l'objet d'une
nouvelle immatriculation au R.C.S. de
BOBIGNY.

Mention sera faite au R.C.S. de
BOBIGNY.

Pour avis : Le gérant.

L2503299

AUTOUR DU FEU

Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 Euros
Siège social : 12 rue de Dijon
21450 ST MARC SUR SEINE
889 780 797 RCS Dijon

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes d'une délibération en
date du 1^{er} juillet 2025, l'Assemblée
Générale Extraordinaire des associés
de la société à responsabilité limitée
AUTOUR DU FEU a décidé de modifier
l'objet social par adjonction d'activités
et de modifier en conséquence l'article
2 des statuts dont la nouvelle rédaction
est :

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

L'exploitation d'établissement de
restauration sur place, à emporter
ou ambulante, de brasserie, café,
bar.L'activité d'entrepreneur de
spectacles vivants,La création,
organisation et gestion d'évènements
culturels ou artistiques, groupe de
musique, magiciens, danseurs,
spectacle de théâtre, comiques de
scène, concerts,La location de matériel
et/ou d'espace de spectacles.Le reste
de l'article demeure inchangé.

Pour avis : La gérance

L2503302

POURSUITE D'ACTIVITE



PY3C
SAS au capital de 1 000 Euros
Siège social : 4 rue de la Murée,
21190 CHASSAGNE-MONTRACHET
882 711 278 RCS Dijon

POURSUITE D'ACTIVITE

Aux termes d'une délibération en date
du 30 mai 2025, l'Assemblée Générale
Extraordinaire des associés, statuant
en application de l'article L. 225-248 du
Code de commerce, a décidé qu'il n'y
avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis La Présidente

L2502571



HOLTRAD PHOTOVOLTAIQUE

SASU au capital de 10 000 €
Siège social :
4 avenue Georges Besse
21320 CREANCEY
RCS de DIJON n°979 879 186

Avis de poursuite d'activité

En date du 23/05/2025, l'associé
unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu
à dissolution de la société bien que les
capitaux propres soient inférieurs à la
moitié du capital social.
Mention au RCS de DIJON.

L2502576



LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

SOCIETE DE RESTAURATION DESFOSSEY

Société à responsabilité limitée
au capital de 100.000 Euros
Siège social : 65 avenue de la Sablière
21200 BEAUNE
829.015.825 R.C.S. Dijon

25/06/2025 : L'associée unique
délibérant par application de l'article L.
225-248 du Code de commerce et après
examen de la situation de la Société telle
qu'elle ressort des comptes annuels de
l'exercice clos le 31/12/2024 approuvés
aux termes des décisions qui précèdent,
lesquels font apparaître que les capitaux
propres de la Société demeurent
inférieurs à la moitié du capital, décide
de ne pas prononcer la dissolution de la
Société. R.C.S. DIJON.

Pour avis.

L2503282

UN POMMARD
Société par actions simplifiée
au capital de 1 Euro
Siège social :
Château de la Commaraine
24 Grande Rue - 21630 POMMARD
929 198 380 RCS Dijon

Le 13/06/2025, l'associée unique,
statuant en application de l'article L. 225-
248 du Code de commerce, a décidé
qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de
la Société.

L2503303

DISSOLUTION DE SOCIETE



DISTRIMEX
SAS au capital de 9 180 €
Siège social : 4 allée de la Chênaie
21380 MESSIGNY ET VANTOUX
RCS de DIJON n°478 656 630

Avis de dissolution

L'assemblée générale extraordinaire
du 15/05/2025 a approuvé a décidé
la dissolution Anticipée de la société
à compter du 15/05/2025. Elle a
nommé pour une durée illimitée en
qualité de liquidateur M. VIEILLARD-
BARON François, demeurant 4 allée
de la Chênaie 21380 MESSIGNY
ET VANTOUX et a fixé le siège de la
liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la
correspondance devra être envoyée
et que les actes relatifs à la liquidation
devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces
relatifs à la liquidation sera effectué
au greffe du Tribunal de commerce de
DIJON.
L2503076

MUIMA
SARLU en liquidation
Au capital de 20.000 Euros
Siège social : 16 rue Musette
21000 DIJON
Siège de liquidation :
35 place Saint Michel
21000 DIJON
899 707 319 R.C.S. Dijon

L'Associé Unique a décidé, le
25/06/2025, la dissolution anticipée
de la Société à compter de ce jour et
sa mise en liquidation amiable sous le
régime conventionnel.

M. Emmanuel SIMONOT, demeurant
35 place saint Michel - 21000 DIJON,
Associé Unique, exercera les fonctions
de liquidateur pour réaliser les
opérations de liquidation et parvenir à
la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 35
place Saint Michel - 21000 DIJON. C'est
à cette adresse que la correspondance
devra être envoyée et que les actes et
documents concernant la liquidation
devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la
liquidation seront déposés au greffe du
TC de DIJON, en annexe au RCS.

Pour avis : Le Liquidateur.

L2503198

80HG CONSULTING

SASU en liquidation
au capital de 5.000 Euros
Siège social et de liquidation :
35 Place Saint Michel - 21000 DIJON
843 128 414 RCS Dijon

L'Associé Unique a décidé, le
25/06/2025, la dissolution anticipée
de la Société à compter de ce jour et
sa mise en liquidation amiable sous le
régime conventionnel.

M. Emmanuel SIMONOT, demeurant
35 Place saint Michel - 21000 DIJON,
Associé Unique, exercera les fonctions
de liquidateur pour réaliser les
opérations de liquidation et parvenir à
la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est
fixé 35 Place Saint Michel - 21000
DIJON. C'est à cette adresse que la
correspondance devra être envoyée et
que les actes et documents concernant
la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la
liquidation seront déposés au Greffe du
TC de DIJON, en annexe au RCS.

Pour avis - Le Liquidateur.

L2503201

ANNONCES LÉGALES

DERNIER DÉLAI
POUR VOS PUBLICATIONS :
JEUDI 16 HEURES

annoncelegale.jdp@legalnet.org

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

LA CLÉ DES SOURCES

EURL au capital de 1 000 €
Siège social : 4 rue Louis Véry
21200 BEAUNE
RCS de DIJON n°931 287 890

Avis de dissolution

L'assemblée générale extraordinaire du 29/06/2025 a approuvé a décidé la dissolution Volontaire de la société à compter du 30/06/2025. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} MALLE SYLVIE, demeurant 3 impasse des Pins 21110 LONGECOURT EN PLAINE et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de DIJON.
L2503212

SAS FKB

L'AGE du 30/06/2025 de la société SAS FKB (SAS, capital de 1 200€, siège 4 Rue Abbé Debrie 21000 DIJON, immat 910 592 500 RCS DIJON) a décidé la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et l'assemblée, a nommé liquidatrice M^{me}. Anne-Sophie MAGNIERE (demeurant 4 Rue Abbé Debrie 21000 DIJON), pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus, a fixé le siège de la liquidation au 4 Rue Abbé Debrie 21000 DIJON pour toute correspondance et notification d'actes et documents concernant la liquidation. Dépôt au RCS de DIJON.
L2503241

SNC CHB-BFC LOTISSEMENTS

Société en Nom Collectif
au capital de 10.000 Euros
Siège social :
45 avenue du Drapeau - 21000 DIJON
RCS Dijon n° 851 455 667

L'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétaires du 27 Juin 2025 a décidé la dissolution anticipée de la SNC CHB-BFC LOTISSEMENTS à compter du 27/06/2025, a nommé Liquidateur la SCIC BFC Promotion Habitat, 45 Avenue du Drapeau à DIJON (21000), représentée à ce jour par Monsieur Thomas MICHAUD, et lui donne tous pouvoirs pour accomplir les formalités de dissolution de ladite SNC.
Pour avis : Le Liquidateur.
L2503253

FIDAL
AVOCATS

Marbotte Plaza - 2 B avenue Marbotte
21000 DIJON

LAMBDA

Société par Actions Simplifiée
au capital de 50.000 Euros
Siège social :
18 Avenue Garibaldi - 21000 DIJON
949 892 509 RCS Dijon

Suivant décisions de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 27 juin 2025, il a été décidé à compter de ce jour :

- la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation amiable.

- la fin du mandat de Président de Monsieur Rémy De Castro.

- la nomination de Monsieur Rémy De Castro demeurant à DIJON (21000) - 12 Rue Berbisey en qualité de liquidateur.

- le siège de la liquidation a été fixé à DIJON (21000) - 12 Rue Berbisey où les actes et correspondances de la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du TC de DIJON.
L2503276

CLOTURE

DE LIQUIDATION

LES GECKOS

LES GECKOS - Société civile immobilière en liquidation - au capital de 2 000 euros - Siège social : 7 Rue des Ecoles 21560 REMILLY-SUR -TILLE - Siège de la liquidation : 7 Rue des Ecoles 21560 REMILLY-SUR -TILLE - 948 331 384 RCS DIJON : L'Assemblée Générale Ordinaire du 01/04/2025 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de DIJON, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.
L2501681

DAVID'S & CO

DAVID'S & CO - Société Civile Immobilière en liquidation - Au capital de 400 euros - Siège social : 29 Rue Claude Matrat 21130 AUXONNE - Siège de liquidation : 29 Rue Claude Matrat 21130 AUXONNE - 808 005 912 RCS DIJON: L'Assemblée Générale Ordinaire du 31/05/2025 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de DIJON, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.
L2502911

DECADO

SARL au capital de 300 Euros
Siège social : 5 Place de l'Abbé Lacoste
21220 BROCHON
R.C.S. Dijon 515 267 110

Liquidation

Le 29 juin 2025, l'AGO a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 29 juin 2025.
Radiation au R.C.S. de Dijon.

Thierry Caens

L2503213

LES TREUX

SAS au capital de 1 000 €
Siège social : 37 rue Elsa Triolet
Parc Valmy
21000 DIJON
RCS de DIJON n°981 775 893

Avis de liquidation

En date du 19/02/2025, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur FICOFI PARTNERS HOLDING LTD de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 19/02/2025.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de DIJON.
L2503230

AUGUSTA & CO

Liquidation

Le 03/07/2025, les associés de la société en liquidation AUGUSTA & CO (SAS en liquidation, capital de 1 000€, siège social et de liquidation au 20 rue Piron 21000 DIJON, immat 841 216 567 RCS DIJON) ont approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Jérémy BOYARD, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Dépôt des comptes de liquidation au RCS de DIJON.

Pour avis.

L2503313

TRANSMISSION

UNIVERSELLE

DE PATRIMOINE



SELARL VG CONSEIL
Valérie GROSJEAN
Michael BOUROTTE
Avocats
10 rue Jean Giono - 21000 DIJON

OUEST CARS

SASU au capital de 1.000 Euros
Siège social :
OUGES (21) - 717 rue de l'Aviation
Aéroport de Dijon
R.C.S. Dijon 917 768 699

Par décision du 30/06/2025, l'associée unique, la société LH2P HOLDING, SARL au capital de 70 000 €, ayant son siège social à OUGES (21), 717 rue de l'Aviation, Aéroport de Dijon, immatriculée sous le numéro RCS DIJON 881 057 905, a décidé la dissolution sans liquidation de la SASU OUEST CARS par application de l'article 1844-5 al. 3 du Code civil. Cette dissolution entraîne la transmission universelle de patrimoine de la SASU OUEST CARS à la SARL LH2P HOLDING, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous la réserve qu'à l'issue du délai d'opposition de 30 jours à compter du lendemain de la publication de la dissolution au BODACC, accordé aux créanciers, ces derniers n'aient pas formé opposition à la dissolution, ou en cas d'opposition, que celles-ci soient rejetées en 1^{ère} instance ou que le remboursement des créances aient été effectué ou les garanties constituées. Les oppositions des créanciers seront reçues au Tribunal de commerce de DIJON (21). La disparition de la personnalité morale et la radiation de la Société au RCS de DIJON s'effectuera à l'expiration du délai d'opposition des créanciers.
Pour avis, le Président.

L2503273

CHANGEMENT DE

REGIME MATRIMONIAL



SCP François PENY,
François GUILLERMET,
Stéphanie CHAPUIS et
Luc DASNOY
Notaires associés
2 rue Bossack - 21000 DIJON

EPOUX HOURNE-
RAUBET

Changement de régime
matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Luc DASNOY, notaire à DIJON (21000), le 25/06/2025, M. Jean-Michel André HOURNE-RAUBET et M^{me} Sophie Louise Odette VOGEL, demeurant ensemble 2 rue de la Vigne aux Loups, 21121 HAUTEVILLE LES DIJON, mariés à CHAMBOEUF (21220) le 07/07/2001 sous le régime de communauté réduite aux acquêts sont convenus d'aménager leur régime matrimonial afin d'effectuer un apport à communauté.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'étude de Maître Luc DASNOY, notaire à DIJON (21000), 2 rue Bossack, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal.

Pour avis, le notaire

L2503197

AVIS DIVERS

LAUREAU | NOTAIRES

23 rue Jacques Cellerier
21000 DIJON

SSION «AUBERT
Paulette Jeanne»

Avis de saisine de
légitataire universel
En l'absence d'héritiers
réservataires
Délai d'opposition
Article 1007 du Code Civil
Article 1378-1 du Code de
procédure civile
Loi n° 2016-1547 du
28/11/2016

Par testament olographe du 20/01/2021, Madame Paulette Jeanne AUBERT en son vivant demeurant à DIJON, 10 rue Prieur de la Cote d'Or, LE RICHELIEU, décédée à AISEREY (21110) le 26/11/2024, a institué un légataire universel. Un procès-verbal de dépôt dudit testament a été reçu par Maître Mathieu PÉRON le 18/06/2025.

Les oppositions pourront être formées auprès de Maître PÉRON, Notaire à DIJON, 23 rue Jacques Cellerier, réf CRPCEN : 21006, chargé du règlement de la succession, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de DIJON de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis.

L2503270

Commune de
BLANCEY

République Française
Département de Côte-d'Or
Avis de déclaration
de parcelles en état
d'abandon manifeste

Vu les articles L. 2243-1 à L. 2243-4 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la déclaration de parcelles en état d'abandon manifeste, il est porté à la connaissance du public que les procès-verbaux de constat d'état d'abandon manifeste ont été dressés par Madame Magali HERBERT, Maire de la commune de BLANCEY (21320), le 1^{er} juillet 2025, concernant les parcelles suivantes :

1. Parcelles cadastrées section AC n° 86, 87 et 88, situées 2 chemin Neuf à BLANCEY, d'une contenance totale de 8a 75ca.

2. Parcelle cadastrée section AC n° 99, située au village de BLANCEY, d'une contenance de 2a 61ca.

3. Parcelles cadastrées section AC n° 202 et 203, situées 8 rue Basse à BLANCEY, d'une contenance totale de 20a 40ca.

4. Parcelles cadastrées section ZI n° 17 et 18, situées le long de la voie communale n°3 (Chemin de la Chaume), d'une contenance totale de 30ha 76a 30ca.

Les propriétaires identifiés sont :
Madame Elisabeth BOTTARD, domiciliée 19 Grande Rue, 21320 BEUREY-BAUGUAY ;
Monsieur Marc PERSONNE, domicilié 173 chemin des Lièvres, 42340 VEAUCHETTE.

Ces parcelles présentent un état manifeste d'abandon : végétation envahissante, bâtiments en ruine ou menaçant ruine, encombrements divers, risques pour les habitations mitoyennes et la voie publique.

Les travaux nécessaires pour faire cesser cet état d'abandon comprennent notamment : débroussaillage, nettoyage, sécurisation des bâtiments, enlèvement de déchets et entretien régulier.

Les procès-verbaux ont été affichés en mairie et sur les parcelles concernées pour une durée de trois mois. Ils ont été notifiés aux propriétaires et aux titulaires de droits réels. Toute personne intéressée peut en prendre connaissance en mairie de BLANCEY, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Fait à BLANCEY, le 1^{er} juillet 2025,
Le Maire, Magali HERBERT.

L2503285

Mademoiselle
Françoise Anne-
Marie LEROY

Avis de saisine de
légitataire universel - Délai
d'opposition
Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de
procédure civile
Loi n°2016-1547 du 18
novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 29 avril 2002,

Mademoiselle Françoise Anne-Marie LEROY, en son vivant retraitée, demeurant à HAUTEVILLE-LES-DIJON (21121), 1 impasse des Jardins.

Née à PARIS (75017), le 15 mai 1938.

Célibataire. Non liée par un pacte civil de solidarité. Décédée à DIJON (21000) (FRANCE), le 4 avril 2025.

A consenti des legs universels.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Cécile BALASTRE, Notaire au sein de la Société Civile Professionnelle «ETASSE et associés, notaires », titulaire d'un Office Notarial à la résidence de PARIS (17^{ème}), 6 rue Biot, le 2 juillet 2025, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Cécile BALASTRE, notaire à PARIS 75017, référence CRPCEN : 75073, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de DIJON de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.
L2503304

TRIBUNAL EXTERIEUR

CLOTURE POUR

INSUFFISANCE D'ACTIF

CHANTEMUR

6EME, rue Port de Santes - 59211 Santes.

R.C.S. LILLE : 434 029 039.
Etablissement secondaire à DIJON : 434 029 039 - 2005 B 743.

ACTIVITE : Vente au détail de revêtements de sols et murs, papiers peints, peintures, droguerie et accessoires.

Jugement prononçant la clôture pour insuffisance d'actif en date du : 20/06/2025.
L2503224

LSK ENERGIES

115 avenue Boucicaud - 71100 Chalon-sur-Saône.
R.C.S. CHALON SUR SAONE : 882 167 869.

Etablissement secondaire à DIJON : 882 167 869 - 2022 B 110.

ACTIVITE : Vente de poêles, de cheminées, de chaudières, de climatisation ; vente de produits et d'accessoires ; vente de combustibles.

Jugement du tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône en date du 26 Juin 2025 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2503227

LIQUIDATION

JUDICIAIRE

WIV FRANCE

16 BIS, rue Victor Hugo, Belleville - 69220 BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS.
R.C.S. VILLEFRANCHE - TARARE : 672 003 928.

Etablissement secondaire à DIJON : 672 003 928 - 2015 B 725.

ACTIVITE : Bureau de vente à domicile.

Jugement du Tribunal de Commerce de Villefranche - Tarare en date du 19/06/2025 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2503221

PROCEDURE

DE SAUVEGARDE

SFR FIBRE SAS

10 rue Albert Einstein - 77420 Champs-sur-Marne.

R.C.S. PARIS : 400 461 950.

Etablissement secondaire à DIJON : 400 461 950 - 2006 B 457

ACTIVITE : Télécommunications

Le Tribunal des Activités Économiques de Paris a prononcé en date du 10/06/2025 l'ouverture d'une procédure de sauvegarde accélérée sous le numéro P202502198 et a désigné juge commissaire : M.

Pascal Gagna, administrateur : SCP D'ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES ABITBOL & ROUSSELET en la personne de Me Frédéric Abitbol 38 avenue Hoche - 75008 PARIS, SCP D'ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES ABITBOL & ROUSSELET en la

personne de Me Joanna Rousselet 38 avenue Hoche 75008 PARIS, SELARL 2M ET ASSOCIES en la personne de Me Carole Martinez 22 rue de l'Arcade - 75008 PARIS, SELARL 2M ET ASSOCIES en la personne de Me Marine Pace 22 rue de l'Arcade 75008 PARIS, , avec les pouvoirs :

de surveiller, mandataire judiciaire : SELAFA MJA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas 41 rue de l'Echiquier - 75010 PARIS, SELARL ASTEREN en la personne de Me Julia Ruth 55 rue de Lyon - 75012 PARIS, 10/06/2025.

L2503225

RESIDENCES SERVICES
GESTION

20 rue Quentin-Bauchart - 75008 Paris 8^e Arrondissement.

R.C.S. PARIS : 404 362 576.

Etablissement secondaire à DIJON : 404 362 576 - 2014 B 86.

ACTIVITE : Exploitation d'une résidence pour étudiants avec services.

Jugement du Tribunal des Activités Économiques de Paris en date du 24/06/2025 arrêtant le plan de sauvegarde. Désigne M. Philippe Nicolet, comme tenu d'exécuter le plan, durée du plan 1 ans. Désigne SCP CBF ASSOCIES en la personne de Me Lou Fléchart, SELARL DETROIT en la

personne de Me Charles-Henri Carboni, SELARL THEVENOT PARTNERS en la personne de Me Christophe Thévenot, commissaire à l'exécution du plan met fin à la mission de SCP CBF ASSOCIES en la personne de Me Lou Fléchart, 41 rue de Liège 75008 Paris, Administrateur, maintient SCP BTSG en la personne de Me Denis Gasnier, 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine , Mandataire judiciaire, maintient SELAFA MJA en la personne de Me Frédérique Lévy , 41 rue de l'Echiquier 75010 Paris, Mandataire judiciaire, sous le numéro P202303410. L2503226

RESIDE ETUDES
APPARTHOTELS

20 rue Quentin-Bauchart - 75008 Paris 8^e Arrondissement.
R.C.S. PARIS : 488 885 732.
Etablissement secondaire à DIJON : 488 885 732 - 2022 B 1389.
ACTIVITE : Exploitation d'une résidence meublée avec services para-hôteliers.
Par jugement en date du 24 juin 2025, le tribunal des activités économiques de Paris arrête le plan de sauvegarde. Désigne M. Philippe Nicolet, comme tenu d'exécuter le plan, durée du plan à 1 an. Désigne la SELARL DETROIT en la personne de Me Charles-Henri Carboni, la SELARL THEVENOT PARTNERS en la personne de Me Christophe Thévenot, et la SCP CBF ASSOCIES en la personne de Me Lou Fléchart, Commissaires à l'exécution du plan, et met fin à leur mission en qualité d'Administrateurs. Maintient la SCP BTSG en les personnes de Me Denis Gasnier et Me Stéphane Gorrias, 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine et la SELAFA MJA en la personne de Me Frédérique Lévy, 41 rue de l'Echiquier 75010 Paris, Mandataires judiciaires. Maintient M. Dubois, Juge-commissaire, sous le numéro P202303405. L2503228

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or / Yonne

TRIBUNAL DE COMMERCE

DE DIJON

LIQUIDATION

JUDICIAIRE

Jugement du 10 juin 2025

Monsieur Jonathan RENNER (EI), 4 petite rue de Curtil, 21200 Bligny-lès-Beaune, RCS Greffe de Dijon 750 868 903. Commerce de détail de biens d'occasion en magasin. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 10 Décembre 2023, désignant liquidateur SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce. L2503277

Jugement du 24 juin 2025

EIRL Jessica CORDELIER, 1 place Victor Noël, 21310 Beire-le-Châtel, RCS Greffe de Dijon 791 658 917. Coiffure. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 01 Mai 2025, désignant liquidateur SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Thibaud POINSARD 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce. L2503279

REDRESSEMENT

JUDICIAIRE

Jugement du 17 juin 2025

EIRL Véronique LECHENAULT CAUWEL, 59 place de l'Hôtel de Ville, 21360 Bligny-sur-Ouche, RCS Greffe de Dijon 900 477 282. Restauration de type rapide. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 31 Mars 2025 , désignant mandataire judiciaire SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce. L2503278

Jugement du 01 juillet 2025

CRUCET Frédéric, 26 rue Gaudot, 21410 Mâlain, RCS Greffe de Dijon 489 169 615. Services d'aménagement paysager. Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 23 Avril 2025 , désignant liquidateur SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce à l'exception des créanciers admis au plan qui en sont dispensés. L2503316

Yonne

CONSTITUTION

DE SOCIETE

SCI BOURGOGNE SAINT JOSEPH

Aux termes d'un acte authentique du 20 juin 2025, reçu par Maître Elodie JACKSON, notaire à LE RAINCY (93340), 7, Allée Victor Hugo, il a été constitué une SCI présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : SCI BOURGOGNE SAINT JOSEPH.

OBJET : La société a pour objet :

- L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration, et la gestion par location ou autrement de tous biens et droits immobiliers à l'exclusion de toute location meublée (sauf à titre exceptionnel), de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.
- La mise à disposition gratuite des biens immobiliers de la société, au profit des associés, de certains d'entre eux seulement ou encore au profit de tiers à la Société, à la seule initiative de la gérance.
- L'aliénation sous forme de vente ou d'apport de tout ou partie des biens composant l'actif social dans la mesure où ces aliénations ne constituent pas des actes de commerce susceptibles de remettre en cause le caractère civil de la société.
- L'organisation du patrimoine des associés en vue d'en faciliter la gestion et la transmission, et afin d'éviter qu'il ne soit livré aux aléas de l'indivision. Accessoirement,
- La prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, à l'exception des sociétés en nom collectif.
- La gestion des titres, droits sociaux et valeurs mobilières constituant son actif et sa trésorerie. En vue de la réalisation de son objet social, la société peut souscrire tout emprunt auprès d'un établissement habilité, toutefois dans cette hypothèse, l'emprunt ne pourra être souscrit qu'à la condition que le créancier accepte de renoncer à tous recours contre les associés mineurs de la société, s'il en existe.

SIÈGE SOCIAL : VERMENTON (89270), 6 rue Paul Bert.

CAPITAL : 104.000 €.

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. de AUXERRE.

CESSION DE PARTS : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit uniquement des descendants des associés. Toutes autres cessions sont soumises à l'agrément préalable des associés se prononçant par décision extraordinaire.

GÉRANCE : Monsieur Gabriel ANTOINE demeurant à VILLEMOMBLE (93250) 27 avenue Marie. L2503146

3C ENERGIE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13 juin 2025 à ETAIS LA SAUVIN, il a été constitué une société par actions simplifiée.

DÉNOMINATION SOCIALE : 3C ENERGIE.

FORME : Société par actions simplifiée.

OBJET : La production et la commercialisation d'énergie photovoltaïque.

CAPITAL SOCIAL : 15 000 euros.

SIÈGE SOCIAL : ETAIS LA SAUVIN (89480), 16 ,Lieu-dit Breuilleron.

DURÉE : 99 années à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

PRÉSIDENT : M. Damien LE STUNFF, demeurant à ETAIS LA SAUVIN (89480), 16 Lieu-dit Breuilleron.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Pas de distinction entre actionnaires. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

CESSIONS D'ACTIONS : Soumise à l'agrément préalable des actionnaires pris par décision collective à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés. A l'exception de Monsieur Damien LE STUNFF qui peut céder ses parts librement entre conjoints, ascendants et descendants.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au Greffe du tribunal de commerce d'AUXERRE (Yonne).

Pour avis et mention : Le président. L2503211

SYSTHEMIS CONSEIL

Tax & Legal

Avocats

9 bd de Sévigné - 21000 DIJON

OLAC

Avis de constitution

DENOMINATION : OLAC.

FORME : Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

SIEGE SOCIAL : 37 Grande Rue Saint-Antoine Aillant sur Tholon - 89110 MONTHOLON.

OBJET : L'activité de courtier en assurances et en produits financiers. Toute prestation de conseils en matière de gestion de patrimoine et d'investissements financiers. La participation directe ou indirecte dans toute opération pouvant se rattacher à l'objet social.

DUREE : 99 ans à compter de la date d'immatriculation au R.C.S.

CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.

GERANCE : M^{me} Ophélie LETELLIER demeurant LINDRY (Yonne - 89240), 13 rue de la Métairie.

La société sera immatriculée au R.C.S. de SENS.

Pour avis : La gérance. L2503239

LDS GROUPE

ETA T.T.G.

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 Euros

Siège social : 1 rue de Coursan - 89570 LASSON

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LASSON du 26 juin 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

DÉNOMINATION SOCIALE : ETA T.T.G.

SIÈGE SOCIAL : 1 rue de Coursan - 89570 LASSON.

OBJET SOCIAL : Tous travaux agricoles, viticoles et vinicoles, et prestations liées notamment administratives.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

CAPITAL SOCIAL : 5.000 €.

GÉRANCE : Monsieur Thierry MICHAUT, demeurant 4 Rue de Cousan - 89570 LASSON, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de AUXERRE.

Pour avis : La gérance. L2503204

Kaufel SA

Société Anonyme

au capital de 3.351.853,90 Euros

Siège social : Route de Saint Martin d'Ordon 89330 PIFFONDS R.C.S. Sens 562 077 230

Aux termes d'une décision en date du 25 septembre 2024, l'Associée Unique a nommé Madame Sabine COUPLET, demeurant 33 rue Georges Varenne 89400 LAROCHE ST CYDROINE, en qualité de gérante pour une durée illimitée en remplacement de Monsieur Ivan MANDIC, décédé.

Pour avis : La gérance L2503232

MODIFICATION

DE STATUTS

SOREAL

SAS au capital de 4 620 750 €

Siège social : Le Ponton - rue Georges Vannereux 89300 JOIGNY 759 200 934 RCS SENS

Aux termes des délibérations de l'AGE du 11/06/2025, les associés ont décidé de réduire le capital social d'une somme de 1 217 250 €, pour le ramener de 4 620 750 € à 3 403 500€ par annulation de 9 738 actions.

Pour avis, le Président. L2503192

SYSTHEMIS CONSEIL

Tax & Legal

Avocats

9 bd de Sévigné - 21000 DIJON

SCEA ELEVAGE PASSION

Société civile d'exploitation agricole au capital de 60.000 Euros

Siège social : 14 Grande Rue - 89360 JAULGES RCS Auxerre 829 970 615

Avis de modification

Par ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire d'Auxerre en date du 24/04/25, Marlène LOISEAU, Administrateur judiciaire associée de la SELARL AJRS, 16 rue de l'Horloge 89000 AUXERRE, a été désignée administrateur provisoire de la SCEA ELEVAGE PASSION, à compter du 24/04/25 pour une durée de 6 mois.

Mention sera faite au RCS d'AUXERRE.

Pour avis. L2503194

LDS GROUPE

ALUMVER-MANDIC

Société à responsabilité limitée au capital de 200 000 Euros

Siège social : 11 Bis Rue du Marchais 89400 BUSSY EN OTHE 492 735 980 RCS Sens

Aux termes d'une délibération en date du 6 juin 2023, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires constatant que les mandats des Commissaires aux Comptes arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, décide :

- de renouveler, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, la société KPMG SA, demeurant 2 avenue Gambetta, Tour Egho 92066 PARIS LA DÉFENSE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 775 726 417,
- de ne pas renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes suppléant de KPMG AUDIT ID;
- de procéder à la nomination du Commissaire aux Comptes suppléant SALUSTRO REYDEL, SAS, demeurant 2 avenue Gambetta, Tour Egho 92066 PARIS LA DÉFENSE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 652 044 371.

Et ce, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Mention sera faite au Greffe de SENS.

Pour avis. L2503272

TANGRAM

NOTAIRES

DOMAINE FLORUS

Société civile d'exploitation viticole

Au capital de 55.000,00 Euros

Siège social FLEYS (89800) 17 rue des Prés Girots R.C.S. Auxerre 445 278 690

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 16 avril 2025, Madame Lucie THIEBLEMONT, demeurant à CHENEY (89700), 12 rue de la Croix Blanche, a été nommée co-gérante pour une durée indéterminée, avec effet rétroactif au 14 mars 2025.

Pour avis. L2503311

PUBLICITÉ

GUILBERT Fabrice

03.80.68.23.68

regiepublicitaire.jdp@legalnet.org

LEGI CONSEILS

Société d'avocats

LEGI CONSEILS BOURGOGNE

Cabinet d'Avocats

21 avenue Albert Camus 21000 DIJON

ENVLIM GROUP

SAS au capital de 180 000 euros

Route de Lyon - Cravant 89460 DEUX RIVIERES 518 696 570 RCS AUXERRE

Avis de remplacement du président

Décision de l'Associé Unique en date du 25/06/2025, il résulte que : la société CB INVEST, SARL au capital de 12 000 000 €, dont le siège social est 109 chemin des Genêts 83136 NEOULES, immatriculée sous le numéro 988 050 258 RCS DRAGUIGNAN, a été nommée en qualité de Présidente, à compter du 01/07/2025, en remplacement de M. Cédric BILLAULT, démissionnaire.

Pour avis. L2503199

LDS GROUPE

BOUTAULT PLANTES

Société à responsabilité limitée au capital de 16.235,82 Euros porté à 150.000 Euros

Siège social : Rte nationale 6 BICHAIN - 89340 VILLENEUVE LA GUYARD 338 704 620 R.C.S. Sens

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 16 juin 2025 a décidé de :

- augmenter le capital social de 15.24 € en numéraires et de 133.748.94 € par l'incorporation directe de réserves au capital, ce qui rend nécessaire la publication des mentions ci-après relatées.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention : Le capital social est fixé à 16.235,82 €.

Nouvelle mention : Le capital social est fixé à 150.000 €.

- étendre l'objet social aux activités de paysagiste, création et entretien des espaces verts, débroussaillage, taille, abattage, élagage, désherbage, tonte, création et entretien des abords paysagers des voies de circulation, massifs, les petits travaux de construction d'ouvrage paysagers, la production des végétaux, d'arbres, de fruitiers et leur vente aux particuliers et professionnels et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

Pour avis : La Gérance. L2503283

TANGRAM

NOTAIRES

DOMAINE FLORUS

Société civile d'exploitation viticole

Au capital de 55.000,00 Euros

Siège social FLEYS (89800) 17 rue des Prés Girots R.C.S. Auxerre 445 278 690

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 16 avril 2025, Madame Lucie THIEBLEMONT, demeurant à CHENEY (89700), 12 rue de la Croix Blanche, a été nommée co-gérante pour une durée indéterminée, avec effet rétroactif au 14 mars 2025.

Pour avis. L2503311

DISSOLUTION

DE SOCIETE

LDS GROUPE

TAXI GHISLAINE

Société par actions simplifiée en liquidation

Au capital de 27.000 Euros

Siège social : 3 La Bourre - 89240 POURRAIN

Siège de liquidation : 3 La Bourre - 89240 POURRAIN 452 885 916 RCS AUXERRE

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2025, l'Associée Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 juin 2025 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Madame Ghislaine RAMEAU, épouse REGNIER, demeurant 3 La Bourre 89240 POURRAIN, Associée Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 3 La Bourre 89240 POURRAIN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du tribunal des activités économiques de AUXERRE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le Liquidateur. L2503247

le Journal du Palais

BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

POUR PLUS DE RAPIDITE, Envoyez-nous vos annonces par mail

annoncelegale.jdp@legalnet.org

le Journal du Palais

La Fondation Schneider

le Journal du Palais

Puis de 40 millions d'euros pour la BFC de 2023

OUTIL DE RÉFÉRENCE INCONTOURNABLE DES DÉCIDEURS LOCAUX ET RÉGIONAUX



Vous souhaitez **commander des exemplaires** du hors-série
LA CÔTE-D'OR EN CHIFFRES 2025 :

Je souhaite recevoir exemplaire(s) du Hors-Série **LA CÔTE-D'OR EN CHIFFRES** au tarif de 12,00 € Soit 12,00 € x =

Société : ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom :

Adresse : Code Postal, Ville :

Signature :

BON DE COMMANDE À RETOURNER AU JOURNAL DU PALAIS BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
Service Abonnement : 2B, Avenue de Marbotte, 21000 DIJON - Tél. 03 80 68 25 55 - abonnement.jdp@legalnet.org